

SÉTIF, MAI 1945 : LA DÉCHIRURE

Le temps des foules en fureur ou en douleur est venu. Musulmans ou pieds-noirs vont se relayer, pendant huit années, pour ces manifestations.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*	Services techniques : Maquettiste : *Claude Rebelo*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Dessinateur : *John Batchelor*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*	Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Relations publiques : *Claude Bénédick*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



DES ÉMEUTES DE SÉTIF A L'INSURRECTION GÉNÉRALE

Jacques KOHLMANN

DERRIÈRE cette révolution algérienne qui prend son essor en 1954, un homme lutte pour la liberté, depuis 1923 : Messali Hadj. Contre vent et marée, en dépit des poursuites policières, des séjours en prison, des assignations à résidence, Messali va recréer, sans relâche, un nouveau parti sur les cendres de celui qu'on vient de dissoudre. Les sigles varient, mais l'idéologie demeure. Tous les hommes qui prendront du poids et d'essentielles responsabilités dans l'histoire de la rébellion ont été ses « élèves ». Jusqu'à la vénération, jusqu'au moment aussi où, dans le sein du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action, créé par Messali avant la rébellion, des divergences éclatent.

On reproche au vieil homme son culte de la personnalité et sa répugnance pour l'action lente. Ce sera le Front de Libération Nationale, et pour Messali, qui fait dès lors cavalier seul, la création d'un parti opposé : le Mouvement National Algérien. Son déclin politique commence.

L'Algérie qu'il combattait, celle des privilèges et des droits seigneuriaux, en bref ce qu'il est convenu d'appeler « l'Algérie française », qui la défend. Ceux qui l'ont faite. Des hommes comme Borgeaud, Blachette, les maîtres de la vigne, des ports, de l'alfa, des grandes entreprises, prodigieux réalisateurs et conservateurs acharnés. A « l'Algérie indépendante », ceux-là répondent : « Il faut réagir sur-le-champ. Étouffer la rébellion. »

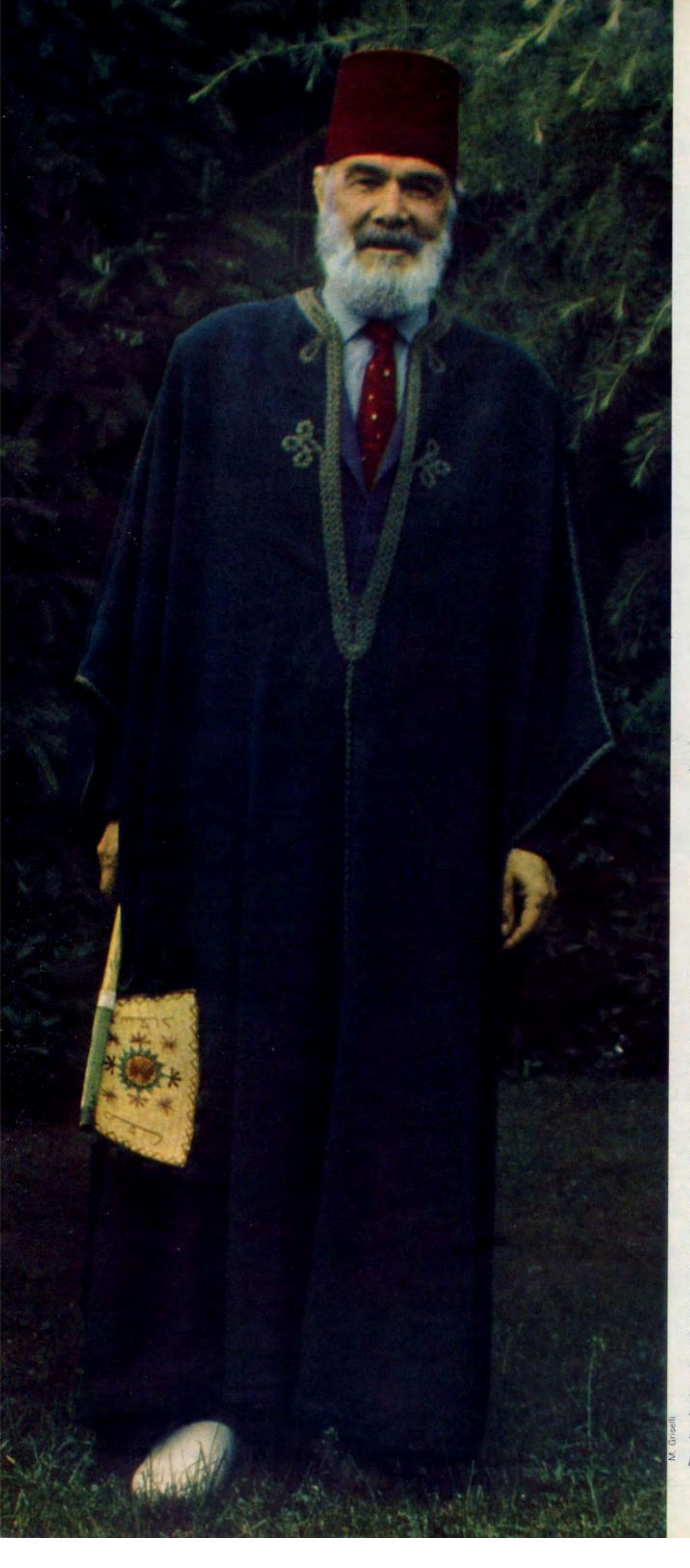
Mais un autre profil se dessine. Celui des libéraux, dont le leader est Jacques Chevallier, qui rêve d'une Algérie franco-musulmane où chacun aurait sa place au soleil. Pour lui, le maintien de l'ordre ne peut en aucun cas se confondre avec le maintien des privilèges. La violente répression des émeutes de Sétif, en mai 1945, n'a laissé à l'Algérie française qu'un répit de neuf années.

Sétif 1945, c'est le dossier du sang. Dans lequel nationalistes et pieds-noirs ont versé leurs pièces à conviction : des cadavres. Ceux des Européens massacrés et ceux des musulmans victimes de la riposte.

Comme dans toute tragédie, les mobiles sont ambigus. Est-ce vraiment au nom de la liberté que s'est déclenchée l'insurrection en Algérie, ou aux cris de djihad, *guerre sainte ? A-t-on tué quarante-cinq mille musulmans ?*

A cela, les témoignages répondent. Mais quoi qu'il en soit, mai 1945 portait déjà les germes de novembre 1954. J. K.

SOMMAIRE N° 196



M. Griselli

MESSALI HADJ

Père de la Révolution

Au premier jour de la révolution algérienne, les autorités françaises — surprises par la simultanéité des attentats et par la décision dont ont fait preuve les rebelles — frappent au hasard dans les rangs des seuls nationalistes virulents qu'elles connaissent : les membres du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques de Messali Hadj, tous fichés par les Renseignements généraux. Le 5 novembre 1954, quatre jours après le début de l'insurrection, le M.T.L.D. est interdit par le Conseil des ministres. En Algérie, les arrestations en masse commencent : les services de police n'ont aucun mal à « coffrer » la plupart des dirigeants du M.T.L.D. qui, ignorant tout du déclenchement de la révolution, ne s'attendent pas à cette répression. Qui est Messali Hadj ? Qu'est-ce que ce M.T.L.D. inconnu des métropolitains, avant l'insurrection ?

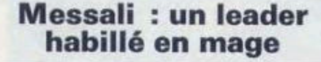
un vieux routier des chemins nationalistes

1926 Les « colons » faisaient alors sentir tout leur poids sur l'Algérie. *La Dépêche*, propriété de Robe, était le quotidien le plus puissant d'Alger et l'organe de l'opinion ultra-conservatrice. *L'Echo d'Alger* appartenait à un riche minotier, Jacques Duroux, futur sénateur radical socialiste, donc, pour l'époque, une « personnalité de gauche » ; il devait plus tard donner sa fille à un jeune garçon, Alain Le Moyne de Sérigny, qui, lui succédant au fauteuil directorial de *l'Echo*, devait acquérir, entre 1954 et 1960, une certaine notoriété. Albert Camus était alors un élève studieux et brillant du grand lycée d'Alger et, pour la première fois, Messali Hadj était arrêté.

Messali, fils d'un artisan de Tlemcen, avait participé à la guerre de 1914-1918, puis, à l'exemple de nombreux anciens combattants algériens, il était demeuré en métropole. Evoluant dans le milieu prolétarien, il s'initia au syndicalisme, puis subit l'influence de la propagande communiste. Rentré en Algérie, il propagea des textes du poète marxiste musulman Mohammed Iqbal, qui évoquent un surprenant dialogue entre Lénine et Dieu. On y découvre Allah tonnant : *Levez-vous et éveillez les pauvres ! Ebranlez les fondations des palais des riches ! Le jour de la souveraineté des masses approche à grands pas !*

Pourtant, dès son retour, Messali Hadj se détache peu à peu du communisme qui, lui, au contraire, s'accroche aux pans de sa gandoura. Il crée le premier groupement nationaliste, l'Etoile nord-africaine, sous l'influence du leader du panarabisme, l'émir Chekib Arslan. Il se fait l'avocat d'une conception à la fois nationaliste et mystique de l'union maghrébine. C'est un jeu pour l'administration française, et surtout pour sa police, de déjouer ses plans. Il suffit d'introduire dans son organisation des « moutons », recrutés aussi bien au sein de la misérable communauté des fellahs que parmi certains membres de l'élite : les ulémas du cheikh Ben Badis.

Relâché deux ans plus tard, Messali Hadj ne désarme pas. L'Etoile nord-africaine dissoute, il s'attache, non sans difficulté, à fonder un autre mouvement nationaliste. C'est l'Union nationale des musulmans nord-africains, à l'existence éphémère. Le parti fut aussitôt démembré, ses militants furent arrêtés, jugés pour « menées antifrançaises » et condamnés à des peines particulièrement sévères. Messali, fait surprenant, ne séjourna que quelques mois dans un pénitencier.



Messali : un leader habillé en mage

La levée d'écrou à peine signée, notre homme se remet à la tâche ; il enfante, en 1936, le parti populaire algérien (P.P.A.). Ce mouvement est à son tour interdit et les arrestations sont plus nombreuses encore. Il semble pourtant que la répression renforce le cheminement de l'ambition messaliste. Le reflux emporte le leader algérien. Il est mis en résidence surveillée dans une confortable villa, qui surplombe Alger sur les pentes de Bouzaréah. C'est incontestablement un tournant. Les Français lui témoignent une certaine considération, ils ne le tiennent plus pour un agitateur sans envergure ; la prison Barberousse, les terribles pénitenciers de Berrouaghia et de Lambèse, où le travail des détenus était l'objet d'« adjudications », ce temps est révolu !

Dès lors, Messali Hadj va se composer un personnage à mi-chemin du chef politique et du mage. Il ne se vêt plus que d'une longue djellaba grise, le chef toujours coiffé d'un fez, et la barbe, qu'il porte très longue, le fait bientôt surnommer, avec une sorte de vénération réservée aux marabouts (de saints hommes), « Bou Lahia ».

Encore un entracte. Il est libéré. Avec une constance remarquable, il crée le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.), qui s'engage très rapidement dans l'action clandestine. Cette fois, l'affaire prend corps. L'organisation prospère. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, Messali Hadj possède un état-major efficace, formé d'hommes d'extraction modeste mais d'une rare intelligence. On y découvre



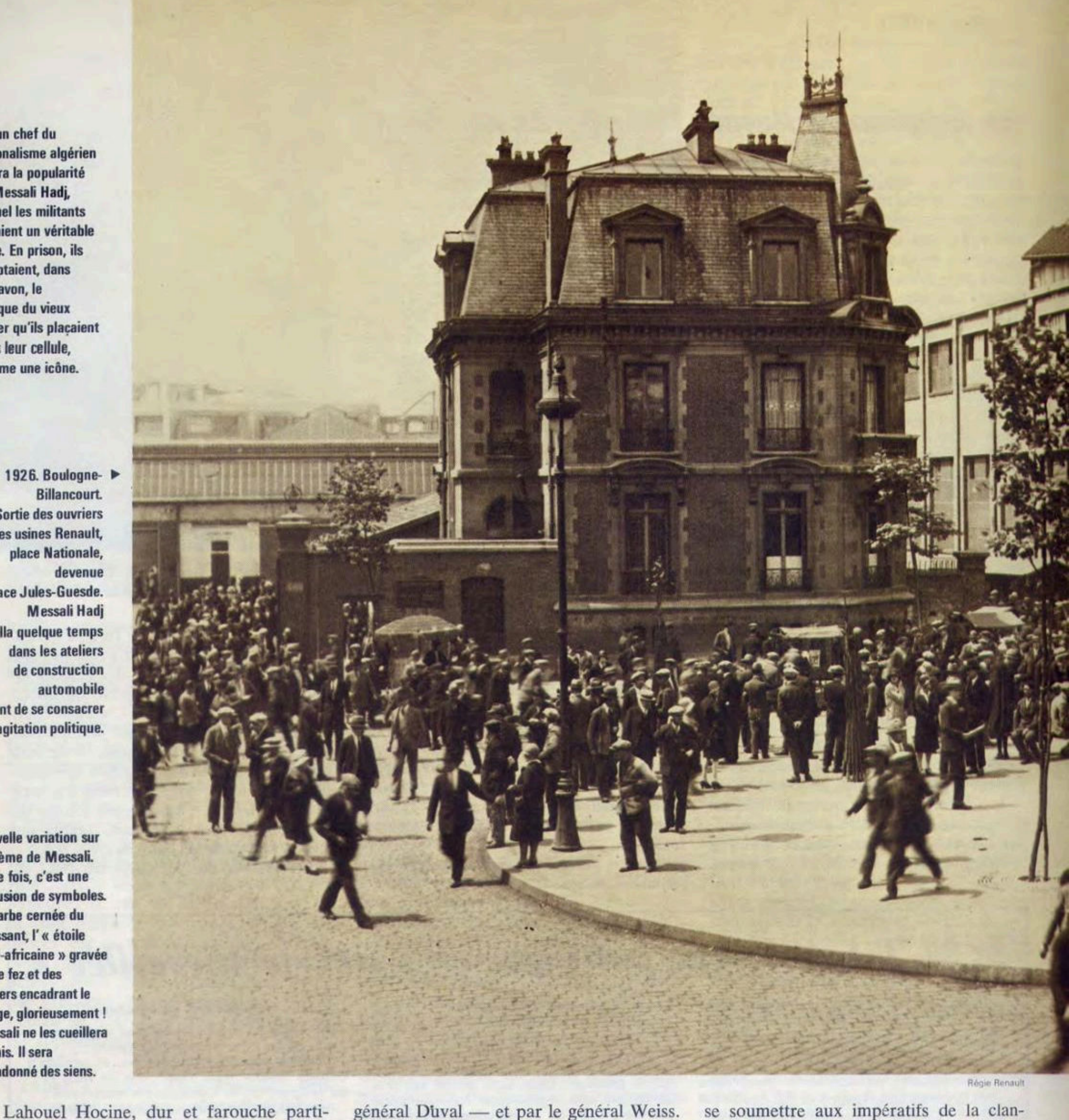




Novatin

1954. Les premiers attentats en Algérie sont le prélude à une guerre civile. Déjà un P.C. clandestin du M.T.L.D. existe, rue Xavier-Privas (Paris-V^e).

◀ Aucun chef du nationalisme algérien n'aura la popularité de Messali Hadj, auquel les militants vouaient un véritable culte. En prison, ils sculptaient, dans du savon, le masque du vieux leader qu'ils plaçaient dans leur cellule, comme une icône.



1926. Boulogne-Billancourt. Sortie des ouvriers des usines Renault, place Nationale, devenue place Jules-Guesde. Messali Hadj travailla quelque temps dans les ateliers de construction automobile avant de se consacrer à l'agitation politique. ▶

Régie Renault

◀ Nouvelle variation sur le thème de Messali. Cette fois, c'est une profusion de symboles. La barbe cernée du croissant, l'« étoile nord-africaine » gravée sur le fez et des lauriers encadrant le visage, glorieusement ! Messali ne les cueillera jamais. Il sera abandonné des siens.

Lahouel Hocine, dur et farouche partisan d'une rébellion ouverte qui devra pourtant être patiemment et minutieusement préparée ; Mezerna, wattman aux Tramways algériens, qui sera député d'Alger après la promulgation du statut de 1947, œuvre du gouverneur général Chataigneau. A Marnia, en Oranie, se lève l'étoile d'un jeune homme qui fera une guerre remarquable dans les rangs de l'armée française, en Italie, d'abord, puis tout au long de la campagne de libération sur le territoire métropolitain : Ahmed Ben Bella.

Le M.T.L.D. s'est considérablement renforcé après la répression impitoyable qui a suivi le soulèvement de Sétif en mai 1945, cette répression menée par le général Duval — et par le général Weiss. Le mouvement qui porte les Algériens vers Messali est si profond qu'il en devient incontrôlable. En 1948, le M.T.L.D. est à l'apogée de sa puissance. Et voilà Messali de nouveau interné...

Viennent les élections ; le parti enlève la quasi-totalité des sièges réservés au « deuxième collège ». Pourtant, durant la campagne, ses candidats avaient été, pour la plupart, mis sous les verrous, mais aussitôt remplacés. L'événement avait été, en effet, prévu et les « suppléants » surgissaient comme par miracle.

La saignée avait été cruelle, cependant : c'est le rapport présenté par le comité central au congrès du parti, en 1953, qui en fait foi : « Le parti n'a pu se soumettre aux impératifs de la clandestinité pendant les événements importants. Nous citerons l'exemple des élections. Dès 1948, tout le mouvement a été mis à découvert et s'est ainsi exposé à la répression de l'administration française. »

Quelles sont les motivations qui provoquèrent cette vague de répression, alors que la France avait semblé, un moment, s'engager sur la voie d'une politique plus libérale ?

A vrai dire, cette étape consistait à introduire progressivement des réformes, au fur et à mesure qu'apparaissaient des nécessités dans trois domaines : politique, économique et social. Ce fut l'objet d'un travail obstiné du gouverneur général Yves Chataigneau, universitaire, agrégé ▶

en Belgique, à Hornu, le congrès du déclin

d'histoire, venant du Quai d'Orsay, le seul homme, sans doute, qui, porté à la tête de l'administration en Algérie, ne devint pas prisonnier des quelques potentats européens et qui sut échapper aux pressions, sinon aux passions, qui déferlèrent sur tous ses successeurs jusqu'à Robert Lacoste.

Une commission spéciale de réformes avait été instituée dès l'apparition, à Alger, du gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle. Ses objectifs semblaient se situer dans le prolongement d'une des conclusions de la conférence d'Anfa : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Messali Hadj avait été extrait de sa résidence surveillée de Bouzaréah pour participer aux travaux de la commission. Entre-temps, en mars 1944, était promulguée l'ordonnance du général de Gaulle, octroyant la citoyenneté française aux Algériens inscrits sur les listes électorales du premier collège. Messali Hadj n'y souscrit pas ; il affirma que :

1. Les Algériens revendiquaient le respect de la citoyenneté algérienne et non pas l'octroi de la citoyenneté française ;
2. L'attribution de la citoyenneté française aux Algériens n'apportait aucun remède politique et les astreignait, au contraire, à tous les devoirs sans qu'ils pussent prétendre à tous les droits ;
3. L'inscription de quelques milliers d'Algériens sur les listes du premier collège n'était qu'une manœuvre de division.

Messali regagna sa villa de la banlieue algéroise. Il y fut régulièrement consulté au cours des trois années suivantes, qui devaient aboutir, le 20 septembre 1947, à la publication du statut de l'Algérie. Il le rejeta, malgré sa tendance libérale. Ces textes tenaient compte pourtant de certaines revendications du M.T.L.D., en particulier l'abrogation des lois d'exception, du « code de l'indigénat », qui permettait la répression sans contrôle judiciaire et parfois les expéditions punitives, enfin l'attribution de pouvoirs politiques par la création d'une Assemblée algérienne comprenant une double représentation paritaire. Le statut consacrait toutefois l'Algérie française sous la forme de trois départements, en contradiction par conséquent avec le dogme même du M.T.L.D., dont la prétention à l'indépendance était affirmée.

M.-E. Naegelen : socialiste alsacien

C'est au début de 1948 que la « politique de souplesse » céda le pas à celle de la « fermeté ». Ce fait fut marqué par le départ du gouverneur général Yves Chataigneau et son remplacement par Marcel-Edmond Naegelen. Ce dernier, avant même d'embarquer pour l'Algérie, prononça, à Paris, un discours retentissant, dans lequel il menaçait de ses foudres tous les nationalistes et particulièrement le M.T.L.D.

M.-E. Naegelen était un Alsacien socialiste au patriotisme rigoureux qui, au moment de partir pour l'Algérie, était à la tête du ministère de l'Education nationale, où il s'était révélé un exceptionnel administrateur. Comme l'écrit Ch.-A. Jullien : « Pour cet homme politique formé dès sa jeunesse à la lutte contre l'autonomisme alsacien, les nationalistes et tout particulièrement les partisans du M.T.L.D. apparurent comme des séparatistes dont il fallait, coûte que coûte, arrêter les progrès. »

C'est alors que le statut de 1947 fut



Un portrait naïf de Messali Hadj, datant du congrès d'Hornu, en Belgique, où le vieux leader ne put se rendre.

le M.T.L.D. : une politique en « liberté surveillée »

Messali Hadj va créer le M.T.L.D. après la seconde guerre mondiale, au moment où se préparent les élections générales d'octobre 1946. Ce sigle, qui semble nouveau (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), ne représente rien d'autre que la couverture légale d'un P.P.A. dissous en 1939, passé à la clandestinité et bien décidé à tenir dans l'ombre la barre du mouvement. Le M.T.L.D. est l'étiquette politique sous laquelle Messali Hadj lâche ses candidats, pour les fameuses élections de 1946. En fait, l'existence du M.T.L.D. marque une ambiguïté choquante pour certains de ses membres. C'est un parti qui joue le jeu d'une légalité que, d'autre part, il rejette. Très vite, des tendances se dessinent. Les uns pensent qu'on peut très bien mener la lutte sur deux fronts : le jeu électoral et l'action clandestine. A cela, d'autres répondent : « Et l'U.D.M.A. ? »

L'U.D.M.A. est le parti de Ferhat Abbas. L'Union démocratique pour le Manifeste algérien. Objectif : l'assimilation. Base de propagande : la fameuse proclamation de Ferhat Abbas : « J'ai interrogé les vivants et les morts. Ils ne m'ont pas parlé de nation algérienne. » Ses armes ? La persuasion, les urnes pour des élections libres.

Tout au contraire de l'U.D.M.A., le M.T.L.D. n'écarte pas la violence dans ses moyens d'aboutir. Parallèlement à son action politique, cette lutte armée est préparée par une organisation spéciale ultra-secrète : O.S., où se retrouvent les « activistes du P.P.A.-M.T.L.D. », comme Larbi Ben M'Hidi, Ahmed Ben Bella...

LES BUTS DU M.T.L.D.

En fait, l'O.S. se cloisonnera de plus en plus solidement, jusqu'à devenir un parti dans un parti et engendrer, quelques années plus tard, le C.R.U.A., puis le F.L.N. quand éclatera la rébellion.

Quelle est la doctrine du M.T.L.D. ?

En 1830, la France a occupé la nation algérienne et usurpé ses droits. Depuis 1830, cette nation « ne fait qu'affirmer son existence et sa volonté de reconquérir une vie nationale ».

D'où les objectifs qui en résultent :

Abolition du régime colonial et rétablissement de la souveraineté algérienne ;

Election au suffrage universel, et par un collège unique, sans distinction de race ni de religion, d'une Constituante souveraine ;

Institution d'un Etat républicain, indépendant, démocratique et social avec tous ses attributs (exercice du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire).

Position du M.T.L.D. face aux blocs mondiaux :

1. Neutralité vigilante à l'égard des deux blocs occidentaux ;
2. Renforcement des relations avec le bloc arabo-asiatique ;
3. Recherche de la réalisation d'une union nord-africaine.

En fait, le P.P.A., puis le M.T.L.D., ont toujours été noyautés par la police, qui aura, au moment de la rébellion, constitué un dossier minutieux de ce parti. La grande erreur fut de le dissoudre, le 5 novembre 1954, car il constituait pour les réseaux français un excellent champ d'observation.



« Les frères musulmans ». Les fidèles et les premiers responsables du Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques. Messali Hadj, au centre. A gauche : Filali Abdalah, Hocine ; à droite : Bagghate Mohamed, Semmache.

habilement contourné et qu'apparurent ce que l'on devait appeler « les élections à l'algérienne », dès la première consultation destinée à désigner les délégués à l'Assemblée.

Une illustration cocasse situe bien la façon dont fut « organisé » ce scrutin. C'est un extrait du procès-verbal adressé par un brave chef de gendarmerie, candide à souhait, à l'administrateur civil d'Aumale :

« Ce jour, à 7 h 30 du matin, trois indigènes ont forcé la porte du bureau de vote installé dans les locaux de l'école publique, 6, rue de la République. Ils se sont emparés des urnes et les ont brisées sur le trottoir, puis ils ont dispersé les bulletins de vote qu'elles contenaient avant même l'installation légale du président et des assesseurs dudit bureau de vote. Les trois individus ont été appréhendés. »

Pardi !

Ainsi, l'administration française semblait n'avoir retenu qu'un chapitre du statut de 1947 : *L'Algérie est composée de trois départements français.* Les conservateurs, qui faisaient le siège du gouverneur Naegelen, ne cessaient de lui répéter que « les Arabes ne reconnaissent que la force ». La police fut lâchée. Elle était dirigée par des hommes au métier redoutable, terriblement efficaces, grâce au réseau d'indicateurs qu'avait su patiemment tisser le P.R.G. des commissaires Costes et Carcenac. La D.S.T. et son directeur Oswald (surnommé « l'Archevêque ») furent appelés à dépister et combattre l'organisation du M.T.L.D. Parfois, l'armée prêtait main-forte dans le bled et notamment dans les montagnes kabyles. Les policiers reçurent donc des instructions particulièrement dures. Ils les exécutèrent.

Durant deux ans, la répression s'exerça aussi bien sur le plan politique que dans le domaine social ou économique. Il convenait de « mater » le mouvement. Des arrestations massives, qui déjà prenaient l'allure des ratissages de la guerre, sapèrent la puissance du M.T.L.D. Il ne se passait pas de semaine que des militants ne fussent traduits devant les tribunaux. Les sanctions étaient « exemplaires » : elles relevaient du droit commun et le régime politique était généralement refusé aux détenus. Le resserrement du crédit frappa encore tous les paysans et les artisans soupçonnés d'entretenir des sympathies à l'égard des messalistes. Mais, déjà, dans la population musulmane, qui donc échappait à ce critère ? Enfin, les mouvements de jeunesse islamiques et sensiblement les troupes de scouts — devenus des foyers d'endoctrinement — furent pour la plupart dissous ou harcelés de tracasseries administratives.

Chikaïa à « la Prairie »

Messali Hadj a été transféré de sa résidence surveillée de Bouzaréah vers une autre prison dorée des environs de Paris. Certaines visites sont autorisées, dont celle de sa maîtresse, Mme C..., une jeune veuve, militante très active du parti communiste. La demeure a été naturellement truffée de micros par les agents de la D.S.T.

C'est aussi le moment où le parti de Ferhat Abbas — l'U.D.M.A. — et son journal, *la République algérienne,* réclament la libération de Messali Hadj. C'est encore l'époque au cours de laquelle apparaissent des chefs qui, bientôt, constitueront l'état-major du F.L.N. : Krim Belkacem et Ouamrane Omar en Kabylie ; Ben Bella en Oranie ; Rabah Bitat et Boudiaf dans le Constantinois.

Un congrès doit avoir lieu car les divergences s'aggravent au sein même du parti. Les uns jugent que la temporisation permet à la répression de tailler des coupes claires dans les rangs de l'organisation nationaliste jusque dans son importante section métropolitaine, les autres estiment que l'heure de la rébellion ouverte n'a pas encore sonné.

Afin d'éviter un « bouclage » général qui décapiterait le parti, les assises du congrès se dérouleront en Belgique, décide Lahouel Hocine, qui exerce l'intérim durant la réclusion de Messali Hadj. Il revient d'une tournée de propagande au Maroc faite en faveur de la solidarité maghrébine.

Les délégués arrivent un à un au siège clandestin du M.T.L.D., rue Xavier-Privas, à Paris. Ils ont pris l'aspect de travailleurs immigrants. De là, ils repartent vers la frontière en autocar et parfois en taxi ou, plus simplement, par le train après avoir reçu les coordonnées qui leur permettront de siéger.

La police française est parfaitement au fait du projet. Elle laisse faire. Car on joue la carte de la scission et, par corollaire, de la désintégration, qui doit permettre plus facilement l'élimination de la fraction « dure ». Après, on s'occupera des autres...

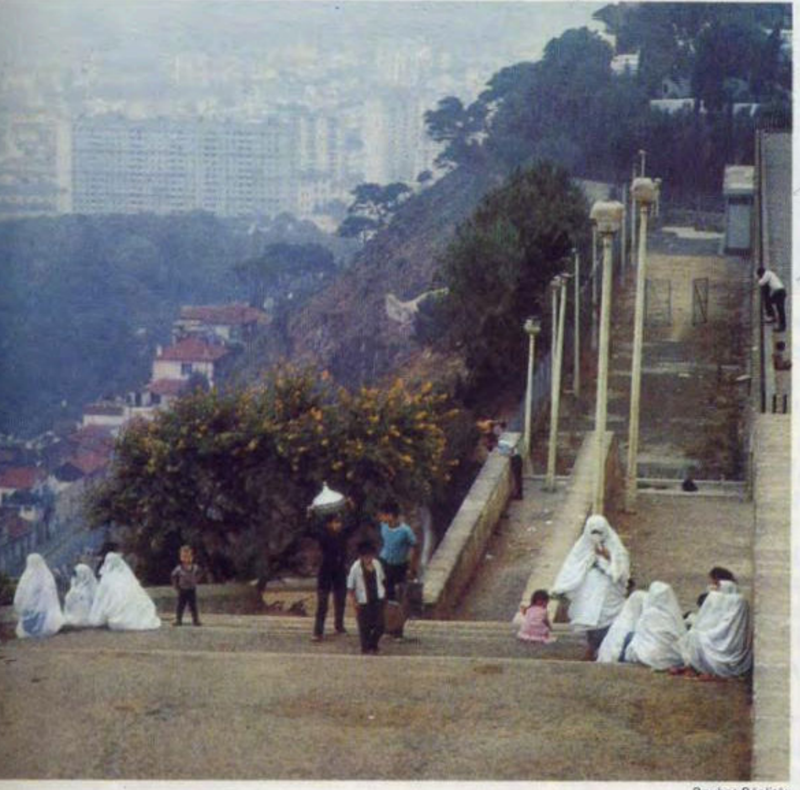
Le congrès est tenu à Hernu dans la salle d'un cinéma, « la Prairie ». Ce n'est, du début à la fin, qu'une longue querelle. Comme prévu, elle aboutit à la scission. Deux groupements, qui vont se déchirer jusque dans la lutte pour l'indépendance, sont nés ce jour-là : le M.N.A. (Mouvement national algérien), toujours placé sous la direction de Messali Hadj, et un autre parti, embryon du F.L.N., qui comporte un directoire, le C.R.U.A., formé de sept membres : Ben Bella, Boudiaf, Krim Belkacem, Ben M'Hidi, Rabah Bitat, Didouche Mourad, Ben Boulaïd.

Tous ces hommes sont morts à l'exception de Boudiaf vivant en exil, de Rabah Bitat, encore ministre du président Boumediene, et de Ben Bella, son prisonnier. Ce qui fera dire un jour à Messali Hadj : « L'homme patient n'a qu'à aller s'asseoir et attendre sur les rives de l'oued. Il y verra passer, un à un, les cadavres de ses ennemis... »

C'est la fin du M.T.L.D., la fin politique de Messali, qui sera dès lors « manipulé » par les Français. Mais c'est aussi la décision d'entreprendre l'action révolutionnaire. Elle commence en 1950 par le complot de l'Organisation spéciale (O.S.), de Ahmed Ben Bella. H

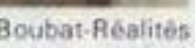
Fernand CARRERAS

DE BORGEAUD A CHEVALLIER



◄ Des hauteurs de la ville descendent les sentiers, les chemins, les avenues qui mènent à la mer. A l'Alger traditionnel, Jacques Chevallier va superposer, pour les Européens et les musulmans, des cités modernes, radieuses.

Le Grand Erg, ► à la frontière algéro-tunisienne. A perte de vue, les dunes, dont le vent est le mystérieux architecte. Le Sahara du tourisme deviendra celui du pétrole, et l'Algérie agricole cédera le pas à celle des derricks.


Boubat-Réalités

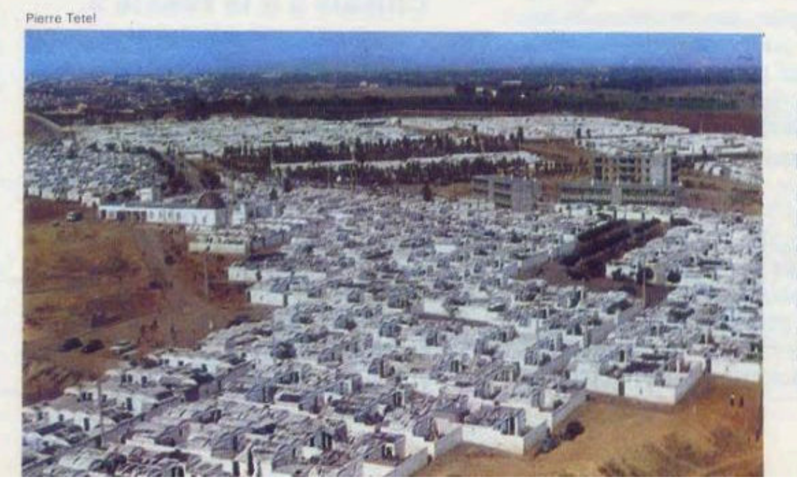
Il faut avoir vu un lever de soleil sur la rade d'Alger, les premiers rayons filtrant à travers la brume de mer pour aller frapper les grands cubes blancs des immeubles montant vers les frondaisons de la Bouzaréah ; il faut avoir respiré le parfum entêtant de milliers d'orangers en fleur ; il faut enfin avoir découvert les vagues pétrifiées du désert aux portes des oasis pour comprendre les pieds-noirs quand ils disaient :

— Vous comprenez pourquoi on l'aime, notre Algérie ?

Leur Algérie ! Ils l'ont, en effet, toujours passionnément aimée, et souvent de façon possessive. Il n'était que de regarder la terre qu'ils avaient su mettre en valeur avec tant de soins ; il n'était que de lire ces pages admirables, cet hymne d'allégresse chanté dans *Noces* par le plus prestigieux des enfants du pays, Albert Camus.

Mais cet amour, pour violent qu'il fût, n'en était pas moins, dans le fond, vaguement inquiet : au moment du déclenchement des « événements », le 1er novembre 1954, la population d'origine européenne compte environ un million d'âmes, alors que la population musulmane est neuf fois plus nombreuse ; à ce rapport numérique correspond un rapport inverse de la fortune, qu'elle soit terrienne, immobilière ou qu'elle consiste en activités commerciales ou industrielles : c'est dans la minorité européenne qu'on trouve le plus grand nombre de grosses fortunes. Alors face à ce déséquilibre permanent qu'accentue une démographie galopante du côté des autochtones, deux attitudes se font jour : d'un côté les conservateurs, ennemis de toute réforme de caractère social, souhaitent maintenir — au besoin par la force — l'ordre établi de leurs privilèges ; de l'autre côté, les libéraux, et notamment les pieds-noirs, appartenant à des milieux intellectuels, artistiques, ou les communistes qui avaient animé le Front populaire avec les radicaux, les socialistes, à l'heure où, en 1936, *l'Echo d'Alger* était un journal de gauche, appartenant au

Pierre Tetel



Ce n'est pas une oasis. Cette vaste tache blanche qui étale ses petites maisons avec leurs murs d'enceinte et les jardins de leurs étroits patios est, à quelques kilomètres d'Alger, une cité ouvrière près de Maison-Carrée.



M.-E. Boucher

vieux sénateur radical socialiste Jacques Duroux, père de Jean Duroux. Ceux-là considèrent comme une insupportable injustice la domination d'une ethnie par une autre ethnie.

L'Algérie de Borgeaud

Le prototype des partisans de l'immobilisme, de la tradition, c'est Henri Borgeaud, sénateur radical d'Alger, d'origine suisse, propriétaire, sur les collines du Sahel d'Alger, à Staouéli, du domaine de la Trappe qui fournit, bon an mal an, 40 000 hectolitres de vin. Mais ce n'est là qu'une partie des biens de ce grand colon : outre l'autre propriété, « Chapeau-de-Gendarme », où se récoltent 45 000 hectolitres et où l'on cultive 100 hectares d'agrumes, il y a aussi les cigarettes Bastos, sans compter de confortables positions d'administrateur au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, aux Moulins du Chélif, aux Cargos algériens, à la Nord-Africaine des ciments Lafarge et à la Distillerie d'Algérie.

« En 1954, en Algérie, on boit Borgeaud, on fume Borgeaud, on mange des agrumes Borgeaud, on place ou on emprunte Borgeaud. »

Puissant par sa fortune, Henri Borgeaud l'est aussi par ses relations politiques : s'il contrôle à lui tout seul l'Algérois, il a dans le Constantinois un allié de poids en la personne de Münk — lui aussi radical bon teint —, tandis qu'il possède, en France, un soutien non négligeable au Palais-Bourbon en la personne du député René Mayer. Enfin, sur le plan de l'opinion, les organes de presse tels que *la Dépêche de Constantine,* des frères Morel, ou *l'Echo d'Alger,* d'Alain de Sérigny, lui sont pratiquement acquis.

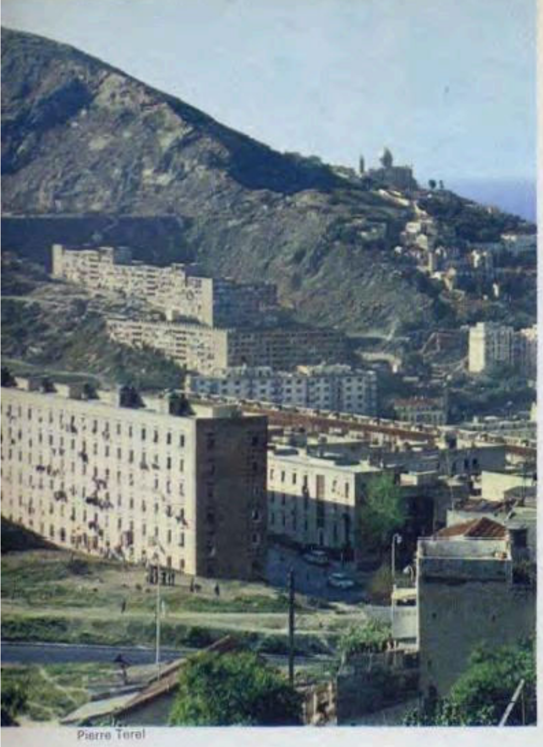
Sans être ostentatoire, la richesse des colons n'en est pas pour autant cachée. Pourquoi les pieds-noirs, défricheurs de terre, auraient-ils eu honte de leur réussite ? Combien de fois ne les a-t-on pas entendus dire :

« Ce pays, c'est nous qui l'avons fait. Nos ancêtres, en découvrant la plaine de la Mitidja, il y a plus de cent ans, n'y ont trouvé que de maigres pâtures, des troupeaux étiques et les fièvres inoculées par les moustiques pullulant dans les marécages. Regardez à présent ce qu'elle est devenue : ce magnifique damier de cultures, où les champs de céréales alternent avec les orangeraies et les vignobles accrochés aux collines. Cette population arabe, c'est nous qui l'avons tirée de la misère où elle croupissait : les maladies contagieuses et endémiques, le trachome, la malaria, les fièvres de toute sorte ont fantastiquement reculé devant les progrès de la médecine. »

Puis, balayant d'un grand geste l'étendue de sa propriété, le colon avait l'habitude de conclure, faisant allusion aux fellaghas :

« Et maintenant, qu'est-ce qu'*ils* nous veulent, à nous ? La terre ? Elle nous appartient. Et puis, monsieur, l'Algérie, c'est la France, n'est-ce pas ? »

Ce fut effectivement un article de foi, un dogme, que de considérer l'Algérie comme partie intégrante du territoire national. Administrativement, c'était exact, puisque le pays était divisé en trois départements : Alger, Oran et Constan-



Pierre Terel



« Climat-de-France », une des cités radieuses construites pendant le « règne » de Jacques Chevallier, au-dessus de Bab-el-Oued. Architecte : Pouillon. Population : 45 000 h. (celle de Chartres). Sa galerie marchande avait les dimensions de la cour du Palais-Royal.

les tenants de l'Algérie française : "répression immédiate !" réponse des libéraux : "maintien de l'ordre ou des privilèges ?"



tine. Mais qu'en était-il dans la réalité ? C'est là que les libéraux eurent beau jeu, face aux conservateurs, de réclamer les réformes dont ils s'étaient toujours faits les champions. Ils faisaient valoir, notamment, que l'on ne peut proclamer l'assimilation à la nationalité française des musulmans qu'on envoie se battre quand la France est en état de guerre et leur en retirer le bénéfice lorsque le danger est passé. Conscient de cette lacune, le gouvernement avait d'ailleurs voté, en 1947, un « statut organique » de l'Algérie, qui fut, en fait, toujours repoussé par la fraction conservatrice des pieds-noirs, dont les principaux notables étaient Raymond Laquière, président de l'Assemblée algérienne, et Amédée Froger, président de la fédération des maires d'Algérie.

Le coup de semonce du 1er novembre

Car « faire du social » en Algérie, c'eût été, par voie de conséquence, augmenter les salaires d'une main-d'œuvre d'ouvriers agricoles qui, dans la vigne, par exemple, étaient payés trois ou quatre fois moins que dans la région des Corbières, alors que le litre de vin se vendait au même prix de part et d'autre de la Méditerranée !

« Attention ! ne manquent pas, alors, de prophétiser les libéraux, vous courez à la catastrophe ! »

Ils n'ont pas attendu, eux, le statut mort-né de 1947 pour promouvoir une énergique action dans le domaine social : Jacques Chevallier, maire d'Alger et, en 1954, secrétaire d'Etat à la Défense nationale, pratique une politique d'association franco-musulmane dans les affaires publiques et crée des cités modèles, comme « Diar el-Maçoul » et « Diar es-Saada » pour les ouvriers et employés musulmans ou européens.

Longtemps on va croire que la révolte se cantonnera dans l'Aurès et le Constantinois.

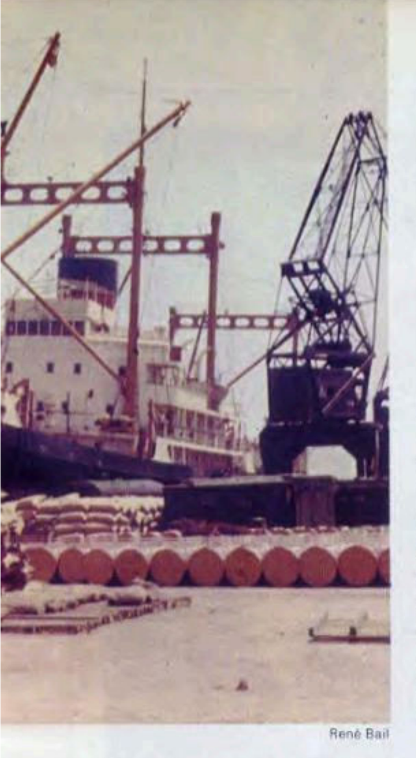
Lors du coup de semonce du 1er novembre, la réaction des journaux locaux est unanime. Ils réclament le châtiment immédiat et exemplaire des coupables. Il faut, selon eux, « agir vite et fort » et « frapper à la tête ». Renouveler, si besoin est, l'affreux pogrome perpétré, en 1945, à Sétif. La proposition n'y est sans doute pas explicite, mais l'intention demeure.

Le chœur des élus

Pour leur part, les élus des trois départements algériens se tournent vers la métropole pour la presser d'intervenir. C'est Marcel Paternot, député républicain indépendant d'Alger qui demande au gouvernement quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme aux menées criminelles qui sont comme le prélude au terrorisme en Algérie et comme le prolongement des événements qui se développent dans le protectorat tunisien ; c'est François Quilici, député républicain indépendant d'Oran, qui s'informe de l'enseignement que le gouvernement entend tirer, quant à sa politique nord-africaine, des événements tragiques qui, après les protectorats marocain et tunisien, ont fait entrer les départements algériens dans le cycle du terrorisme ; c'est le général Aumeran, député républicain indépendant d'Alger, qui se déclare persuadé que les douloureux événements d'Algérie sont la conséquence de la politique d'abandon pratiquée par le gouvernement et souhaite une déclaration destinée à prouver, sans équivoque, sa volonté de maintenir indiscutée l'autorité de la France en Afrique du Nord ; c'est Léon Haumesser, député socialiste de Constantine, qui s'écrie qu'il faut éviter de parler de pardon et d'amnistie et ne pas borner la répression aux exécutants. « Il s'agit, proclame-t-il, de rappeler à tous que l'Algérie, c'est la France et que le gouvernement ne permettra pas que lui soit portée atteinte. »



Une aire de battage sur les hauts plateaux d'Algérie, où les musulmans cultivent encore le blé selon des méthodes archaïques, dans un paysage qui rappelle la Castille, avec ses terres brûlées, ses arbres noirs et le bleu dur d'un ciel avare de pluie.



René Bail

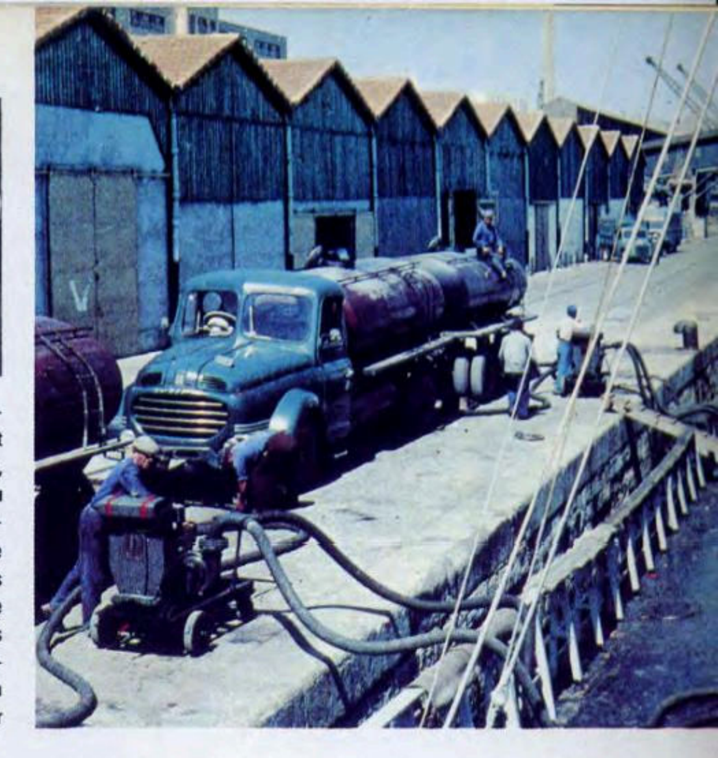


Chaque cargo de l'armateur Schiaffino portait le nom d'un des membres de sa famille. Ils assuraient le plus gros du trafic d'importation et d'exportation en provenance ou à destination du port d'Alger. En 1954, il est classé deuxième après Marseille.



Keystone

Henri Borgeaud, sénateur d'Alger. Il avait hérité des trappistes, chassés en 1905 au moment de la séparation de l'Église et de l'État, des immenses domaines viticoles de « la Trappe ». Sur les quais d'Alger, l'embarquement du vin dans un navire-citerne pinardier



Chez les tenants de l'Algérie française, le maintien de l'ordre signifie aussi le respect du *statu quo* ; à la tribune du palais du Luxembourg, Henri Borgeaud déclare que « toute réforme politique ne profiterait qu'aux fauteurs de troubles ». Adolphe Aumeran, pour sa part, se lance dans une violente diatribe, accusant le gouvernement et les intellectuels :

« La faute des hommes chargés d'organiser la protection de l'Algérie est impardonnable car, le terrorisme s'intensifiant à ses frontières, toutes les conditions se trouvaient réunies pour que cette extension fût prévisible. Le ministre de l'Intérieur a insisté sur la constatation que les terroristes n'avaient trouvé aucun concours dans l'ensemble de la population musulmane algérienne. Le même attachement existait chez les populations tunisiennes. En les abandonnant, en ne les protégeant pas, en les livrant même, on les a laissées à leur peur et à leur *Mektoub*.

» Que va-t-on faire en Algérie ? Châtier les coupables, sans doute... Mais, le moment venu, nous demanderons également des comptes aux idéologues des bords de la Seine et de la Méditerranée pour le mal qu'ont fait leurs discours, leurs écrits et leurs complaisances. Pour que la France conserve son rang de puissance mondiale, elle doit former, avec ses prolongements africains, un ensemble inviolable. Le commandement des bases stratégiques de l'Afrique française, indispensables à la défense du monde libre, ne peut se partager. Il doit demeurer sous l'autorité exclusive de la France. »

Les autres représentants de l'Algérie française, s'ils restent très attachés à la terre de leurs ancêtres, n'en considèrent pas moins que des changements sont nécessaires.

Les fruits amers de la démographie

Fouques-Duparc, maire d'Oran, constate que la première pourvoyeuse du terrorisme est la misère ; François Quilici estime qu'on vaincra en combattant aussi la misère, l'ignorance et la peur. Quant à Marcel Paternot, il déclare, notamment, au Palais-Bourbon :

« En Afrique du Nord, une politique bien définie de fermeté et de justice, une politique basée sur de larges investissements, nous eût sans doute épargné bien des déboires. En Algérie, sans vouloir diminuer l'importance des problèmes politiques en face desquels le statut a tracé les voies à suivre, je pense que nous aurions dû nous appliquer à résoudre les difficultés qui nous assaillent.

» Il suffit, pour se rendre compte de l'importance du sous-emploi dans nos trois départements, de voir la foule des jeunes hommes qui étalent leur désœuvrement dans les petites villes ou les villages de l'intérieur et de noter le mouvement d'envahissement des centres urbains par les masses rurales qui viennent grossir le plus misérable des prolétariats. Or le plan d'équipement, venu à terme en 1953, offre un bilan décevant : il révèle un pourcentage d'accroissement de 2 %, alors que, dans le même temps, la courbe démographique a dépassé 2,5 %. Le deuxième plan d'équipement, qui s'élève à 550 milliards de francs, est de 15 % inférieur au premier. »

Et le parlementaire de conclure : « Nous récoltons les fruits amers de l'expansion démographique. »

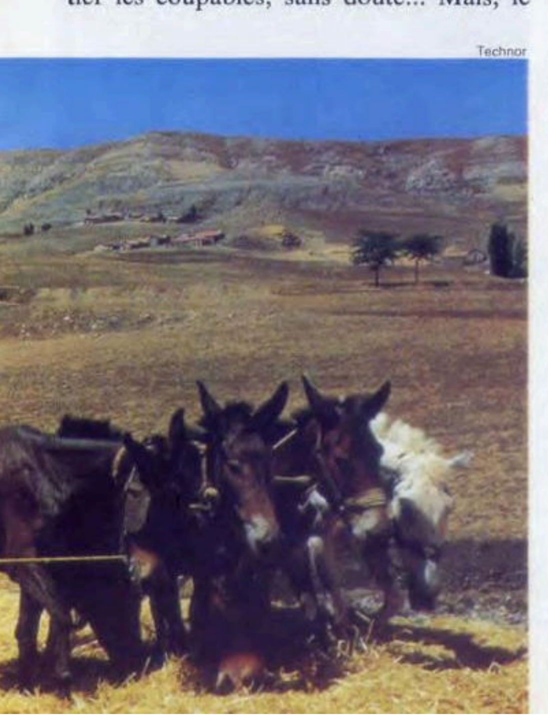
Les libéraux envisagent à terme de donner une large autonomie aux Algériens, prélude vraisemblable à une indépendance dont on ne prononce pas encore le mot. Mais, bien avant le 1er novembre 1954, ils avaient estimé inéluctable l'émancipation des masses musulmanes. Dans ces vues, il entrait de l'idéologie, certes, mais aussi une part de calcul :

« Mieux vaut être deux sur une bonne affaire que seul sur une mauvaise », avait coutume de répéter le père de Jean-Marie Tiné, un libéral, ami de J. Chevallier, et qui représentait le gros commerce algérois avec « les Deux-Magots », immense magasin de confection situé rue Bab-Azoum. Il sous-entendait par là que les intérêts personnels souffriraient sans doute moins d'une indépendance préparée de longue main et octroyée au moment opportun que d'un transfert de souveraineté opéré sous la contrainte.

Les communistes : indépendance !

Quant à la position des communistes, elle est, sans équivoque, pour l'indépendance immédiate. Mme Alice Sportisse, député communiste d'Alger, s'étonne, en effet, que l'on dise « l'Algérie, c'est la France », alors qu'il y a un gouvernement général, deux collèges électoraux, quinze députés algériens, un budget autonome, des communes mixtes, des lois sociales

Technor



le fossé se creuse entre les tendances

qui ne sont pas appliquées comme en métropole. Elle réclame une République algérienne avec une Constitution, un Parlement, un gouvernement souverain et l'abrogation du décret ayant dissous le M.T.L.D.

Comme on le voit, hélas ! d'un extrême à l'autre de l'éventail politique, des ultras aux communistes, un dialogue de sourds est engagé : de part et d'autre, on ne parle déjà plus des mêmes choses, et des mots, identiques en apparence, recouvrent, selon les cas, des significations diamétralement opposées. Témoin la réponse de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, à Mme Alice Sportisse, et qui répond aux vœux de la plus grande partie des Européens d'Algérie :

« Vous trouvez normal que les Algériens aient des revendications nationales et cherchent à briser l'unité de la nation française. Vous pensez que le peuple algérien forme une entité distincte et qu'il doit avoir un destin différent du nôtre. Le but que nous visons est tout autre. Nous voulons que le peuple algérien soit de plus en plus intégré dans la nation française, et c'est parce que nous ne pouvons pas admettre qu'il s'en sépare que nous recourons à la force comme dernier moyen pour maintenir l'unité nationale. »

Immanquablement, un fossé va se creuser et aller s'approfondissant entre les factions de tendances opposées. Mais c'est en 1956-1957, quand le F.L.N. déclenchera son action terroriste, que la communauté européenne se déchirera véritablement. La plupart des « libéraux » de 1954 rejoindront le clan « Algérie française », certains autres, et les communistes, finiront par se retrouver dans le F.L.N. Enfin, il y aura ceux qui se « tairont ».

Pour l'heure, en 1954, *l'Echo d'Alger* et les autres journaux français conservateurs d'Algérie reproduisent à grands titres les discours gouvernementaux où il n'est question que d'une Algérie française indissolublement liée à la métropole.

Chose étrange : Jean Duroux, le paradoxal propriétaire de *l'Echo d'Alger*, fait déjà ses valises ; discrètement, il réalise ses minoteries et ses propriétés et va au Canada réinvestir son immense fortune. En fait, le cas de Jean Duroux fut très particulier. Dans l'ensemble, les « gros bonnets » d'Algérie, que ce soit Borgeaud, Blachette, etc., n'ont pas « liquidé » leurs biens. Quant à Alain de Sérigny, beau-frère de Jean Duroux, il crut réellement à la victoire de l'Algérie française sur l'insurrection. H

Denis BALDENSPERGER

Mitterrand : « la négociation avec les rebelles, c'est la guerre ! »



Roger Viollet

● Le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, avait affirmé, dans une première allocution, lors du déclenchement des événements d'Algérie : « La négociation [avec les rebelles], c'est la guerre. » Il va préciser, le 10 décembre, la politique qu'il entend mener dans les trois départements d'Afrique du Nord ; il répond ainsi indirectement à la fédération des maires d'Algérie, qui avait invité ses parlementaires à refuser la confiance au gouvernement si ses revendications — mise hors la loi du parti communiste algérien, châtiment des responsables et des fellaghas pris les armes à la main — n'étaient pas satisfaites.

Montant à la tribune de l'Assemblée nationale, François Mitterrand déclare :

« Il existe deux mouvements nationalistes, dont les oppositions ont conduit de jeunes activistes fanatisés à déclencher, prématurément, ce mouvement pour réunifier les tendances dans le sang et la terreur... Les informations dont je disposais me permettaient de penser qu'un mouvement généralisé devait éclater dans les premiers mois de l'année prochaine, et nous nous préparions à cette éventualité.

» Cette action précipitée, désordonnée, qui fit tout de même, dans la première nuit, sept victimes, permit aux forces de l'ordre de se rendre, immédiatement et sur l'étendue du territoire, sauf dans l'Aurès, maîtresse du terrain.

» La masse du peuple est restée fidèle et loyale. Mais il était nécessaire au premier chef que l'action des troupes pût marquer la présence d'une indiscutable autorité de l'Etat et que fût évitée, en toute circonstance, la contagion du désordre. Dans ces moments où le destin hésite entre la paix et la guerre, il faut que le peuple sache où se trouve la force avec le droit. La présence, partout, de nos soldats a sans doute, dans des conditions remarquables, rassuré l'ensemble des populations.

» La mission de répression, mission pénible, incombe, dans des conditions difficiles, à de jeunes soldats pour la plupart du contingent et qui se trouvent pour la première fois en contact avec cette dure réalité d'une campagne, dont certains aspects, c'est évident, rappellent les combats de la guerre : on échange des coups de feu, on risque sa vie, on affronte un adversaire rigoureux et impitoyable sur un sol aride.

» La question m'a été posée : « Aviez-vous le droit de disposer du contingent dans des opérations de cette sorte ? » Ce droit me paraissait certain, car il s'agit de préserver l'unité de la nation, et le soldat qui obéit aux ordres de son gouvernement est d'abord un citoyen. Je ne vois pas quelle tâche, si pénible fût-elle, pourrait être refusée par le citoyen dont la mission, envers et contre tous, est de défendre la patrie. Il faut que l'Algérie, il faut que ces trois départements, il faut que cette belle province retrouve son unité qu'on a voulu menacer.

» La République réunit la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer. Elle est une et indivisible, mais, au gré des latitudes, divers statuts régissent ses institutions. Ce n'est pas en facilitant l'éclatement de l'ensemble français, éclatement absurde, anachronique, dans ce monde moderne où tant de peuples se sont soudés en des blocs puissants [...], ce n'est pas par cela que nous irons dans le sens de l'Histoire, mais par plus d'unité encore et sur tous les plans : politique, économique, administratif, culturel et social.

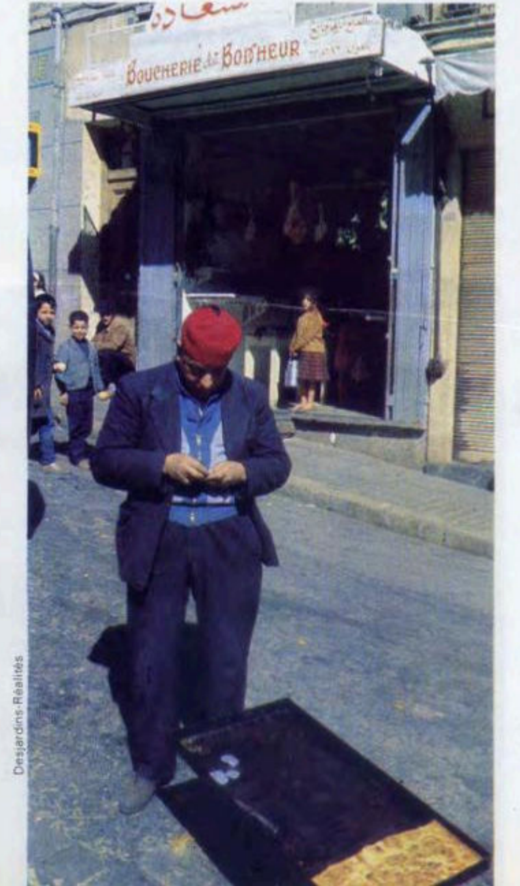
» En ce qui concerne l'Algérie, nous sommes pour l'unité organique [...], l'unité pour la nation, l'égalité pour tous les citoyens ; tel est le but d'une politique qui ne se traduit pas nécessairement par le terme « assimilation », mais qui repose en tout cas sur le respect fondamental des droits reconnus à nos citoyens d'Algérie au sein de notre République.

» Il faut aller rapidement jusqu'à l'application du statut de l'Algérie [...], sans quoi, ne serait-ce pas une tromperie à l'égard de 8 millions de concitoyens qui aujourd'hui, face aux désordres tentés par quelques-uns, ont fait la preuve, sans réclamer d'échange, qu'ils se considéraient comme des Français tout naturellement associés à notre destin commun, préférant l'ordre et la fidélité aux appels insensés d'un fanatisme anachronique ? » H

Un square, à Bab-el-Oued, où les gosses des deux communautés venaient jouer, au soleil, à deux pas de la mer. Dans de nombreuses rues, à Bab-el-Oued, musulmans et Européens cohabitaient. Chevallier était partisan de ce contact dans la vie quotidienne, qui crée les vrais liens. ▶

Mais à Bab-el-Oued, il y a aussi des rues qui ressemblent à celles de la basse Casbah, uniquement peuplée de musulmans. Cet état de choses deviendra tragique, avec le temps, quand le terrorisme du F.L.N. déclenchera, chez les Européens, ces colères meurtrières, dévastatrices, qu'on appela les « ratonnades ». ▼

Desjardins-Réalités



Desjardins-Réalités

BAB-EL-OUED TOUS AZIMUTS

LA Toussaint, c'est la fête des morts, mais cette année-là, elle était égayée par le pont qu'on faisait du samedi-dimanche, qu'on rentrait tous travailler mardi, formidable !

Malgré tout, bien sûr, c'était la Toussaint, fête des morts, et moitié le sens de cette fête, moitié qu'on était à moitié mort de trois jours de congé et de penser qu'on allait retourner au travail le lendemain, l'ambiance, elle se traînait un peu.

Le soleil y tirait sa flemme de l'après-midi, le ciel il était pas bleu de froid mais presque, et Mme Fascina, au balcon d'en face, quatrième étage de la rue du Roussillon où on habite, elle donnait à Mme Linarès et à ma mère tous les détails de l'accouchement de Mme Waïs, que tout le monde il a cru pendant deux heures et demie qu'elle avait deux jumeaux, et total, à la fin, elle en avait qu'un et tout juste !

Moi, j'étais assis par terre sur le balcon en train de lire Michel Zevaco et je faisais tout pour aider Pardaillan et Fausta vaincue à pas mêler Mme Fascina à leur discussion.

Mme Dahan, tout d'un coup, elle pousse un cri de son troisième étage :

— Vous avez vu *les Dernières Nouvelles* qu'y m'apporte, le petit ? Regar- ▶

"j'ai peur que comme ils sont neuf millions..."

dez ! « Flambée de terrorisme en Algérie » sur toute la première page !

— Roland, va m'acheter *les Dernières Nouvelles !*

— Alors, toujours moi ? Jamais Jean-Claude ?

— Ti'es l'aîné ! Jean-Claude, c'est le plus petit. Avec des nouvelles comme ça, j'veux pas qu'y traîne dans les rues.

Bon, ça va, je monte, je descends, oilà le journal !

Purée ! c'est vrai que ça sautait aux yeux. Moins heureusement que toutes leurs bombes qu'elles avaient fait ou chouffa ou long feu, à Boufarik, Baba-Ali, Azazga, Camp-du-Maréchal, Arris, Batna, à Alger même y paraît, même que, ici, personne n'a rien entendu.

C'est drôle quand même que paf ! ça arrive en même temps dans toute l'Algérie. C'est un vaste plan d'ensemble prémédité ou quoi ?

Pourtant, hier dimanche, ç'avait été un dimanche normal, où j'avais été un peu manger chez mon oncle Georgeot et tata Suzy à la rue Duc-des-Cars avant d'aller, avec mon oncle Georgeot tout seul, ma tante elle a horreur de ça, au Stade municipal voir la partie de fotball du R.U.A. qu'il a gagnée comme d'habitude ; c'est les plus forts !

Mme Fascina, elle fait remarquer qu'elle l'avait toujours dit :

— Ça m'avait frappée, moi, que depuis quelque temps, à peine on dépasse Maison-Carrée, les routes elles sont plus tellement sûres, que vous avez vu toutes ces agressions qu'y a en c'moment ?

— Qu'est-c'vous voulez, comme y dit mon mari, la police elle préfère s'intéresser aux autos qui s'arrêtent qu'à arrêter les bandits.

Mme Meyer (depuis la mort de son mari elle fréquente un communiste), elle voit rouge :

— Vous confondez, ma chère, les bandits de grand chemin avec les rebelles à la présence française en Algérie.

La barouffa que ça a fait ! ! !

La plus sensible du quartier

Où les rebelles ? Quelle présence française ? On est pas nous aussi des Algériens comme eux ? On est tous nés ici depuis des générations et on fait seulement acte de présence française ? A qui

Ionesco-Réalités



La terrasse : ▶ un art de vivre... Quand, en 1962, une jeune femme de Bab-el-Oued comprit qu'elle devait abandonner son quartier pour vivre à Paris, elle s'écria, en pleurant : « Comment je ferai sécher mon linge ? »

◀ Les filles, qu'on appelait à Bab-el-Oued « les petites cailles », ou « gracieuses », et que les garçons saluaient au passage, à la manière espagnole de « piropos », louanges à la beauté.



La « tchatche », autrement dit : la « parlote ». Chaque bistrot, ▶ un forum, où chaque citoyen a son mot à dire. Dans ces petits cafés de Bab-el-Oued, par la « tchatche », on fait et refait, inlassablement, avec les mains et le cœur, les « événements d'Algérie » et du monde.



Boubat-Réalités

c'était l'Algérie avant la présence française ? A la présence turque ? A la présence romaine ?

Toute la rue du Roussillon, elle était comme du feu. Les arguments y volaient de balcon à balcon, y avait ceux de *l'Echo d'Alger* et de *la Dépêche quotidienne,* qui venaient de droite, et paf ! collision avec les idées avancées d'*Alger Républicain* et du *Journal d'Alger,* qui venaient sur leur gauche.

La petite Nathalie Tordjmann, la plus sensible du quartier, elle s'est mise à pleurer ; qui c'est qui la console ? Les poules d'en bas, de Slimane le marchand d'poules, allez, tous en chœur !

Comme Pardaillan et Fausta vaincue y z'arrivaient vraiment plus à s'entendre, bon ! tourne la page ; je suis allé m'allonger sur mon lit dans la chambre des garçons.

Ionesco-Réalités



La conversation, elle est tombée en même temps que le soir. Ça tombait bien pasqu'on devait aller tous rejoindre les hommes chez tonton Benjamin et tata Fifi, où y z'avaient joué aux cartes toute l'après-midi.

Là-bas, de quoi on parle, bien sûr ? C'est tata Fifi, la plus vive de la famille, qu'elle explose la première :

— Ma parole, qu'est-c'qu'y veulent enfin, ces Arabes ? Comment qu'elle était leur Algérie quand on est venus et comment qu'elle est devenue, franchement ? On leur a fait un pays civilisé, y z'ont des routes pour aller où y veulent, du travail, des hôpitaux si y se fatiguent trop, de quoi y se plaignent ? C'est la vérité, hein ! Plùss on leur donne, moins y sont contents !

— Et toi, qu'y dit son mari, tonton Benjamin, toi, pluss j'te donne, pluss ti'es contente ?

Tonton Benjamin, y faut toujours qu'y fasse rigoler tout le monde ; ça les tue tous dans les discussions. Lui, y penche pour la tendance libérale *Alger Républicain, Journal d'Alger,* que comme y dit Sauveur, tout le contraire, mieux qu'y penche pas trop, qu'un jour ça va pas tomber loin !

Sauveur, il attaque :

— En somme, tu veux leur donner le droit de vote ?

Fifi, elle désarme pas :

— Y sauraient seulement pour qui y faut voter ?

Sauveur, il appuie le tir :

— Si je comprends bien, le jour où y nous foutront dehors, toi tu mettras la chéchia ; tu s'ras beau, ce s'ra un plaisir !

Benjamin :

— Pourquoi pas ? Ton grand-père, y portait pas la chéchia, avant ? A sa'oir si y s'app'lait pas Mohammed Ben Sauveur, ton grand-père ! On est des Algériens comme les Arabes y sont Algériens. Si on s'entend pas avec eux ou on choisit la Champagne pouilleuse ou on reste dans la Mitidja ! Mais pourquoi tu te fais du mauvais sang ? Toi, que ti'aies le chapeau melon ou la chéchia, ti'auras toujours ta tête de Sauveur, va !

L'heure de l'anisette

Pendant cinq minutes, Sauveur y s'est demandé si il allait faire la tête ; et puis non.

— Ecoute, Benjamin, supposons que les Arabes y vont tous à l'école, qu'est-ce qui va se passer ?

— Ti'as peur qu'y soyent plus intelligents que tes gosses ?

— J'ai peur que comme y sont neuf millions et nous, un...

— Ah ! tu veux pas qu'y z'apprennent la preuve par 9 ? C'est pas un mauvais calcul de ta part !

Tonton Eloi, comme toujours, il oriente la conversation sur les femmes.

— Si y veulent être comme nous, pourquoi qu'y z'auraient plusieurs femmes ?

— Ti'es jaloux, c'est ça ! Et qui c'est qui t'empêche, dégourdi que ti'es !

Là, tout le monde s'est pissé de rire, mais les femmes moins franchement. Eloi, il attend que ça passe, y poursuit sec.

— Plusieurs femmes, ça fait des gosses en pagaille. Toutes les allocations qu'y toucheraient, c'est normal, alors, tu crois ?

— Eh ben, qu'est-c'qui t'empêche, qu'est-c'ti'attends d'en faire avec Germaine, toi ? Allez, cours, cours ! Et fais pas du travail arabe, hein ? Nous fais pas carnaval dans la famille !

Comme c'était l'heure de l'anisette, on s'est tous mis à table ; les cocas de tata Fifi, délicieuses ! et on a écouté les informations à « Radio-Algérie ». Rien de nouveau, tout c'qu'on savait déjà !

Et tout c'qu'on savait déjà sur les idées politiques de la famille, eh ben ! on l'a remis sur le tapis.

— Tout ça, c'est la faute au gouvernement Mendès-France, qu'y croit que pasque la France elle a perdu l'Indochine à Dien Bien Phu, l'Algérie, c'est pareil ; c'est une colonie donc on doit la perdre !

— Comme si y a pas colonie et colonie ! Comme si en Algérie y a pas que ▶

des Français, tandis qu'en Indochine, c'est tous des à moitié Hindous, à moitié Chinois !

— Tandiss que les Arabes, eux, y sont à moitié du Poitou, à moitié du Douar-Nenez ! qu'y ricane tonton Benjamin.

Les autes, y z'haussent les épaules.

— Même avant Mendès, la France elle a su tirer la leçon des événements de Sétif de 45 ? Qu'on leur donne des libertés, qu'on leur donne des libertés, tu vas oir la liberté qu'y vont prendre de nous jeter à la mer comme y faut, un d'ces jours !

— Ce Ferhat Abbas, tiens !

— Merhat Abbas, ouais ! (*Un merhat, en arabe, c'est ouater-closé en français naturel.*) Quand y vont la faire taire, purée ! cette « Voix des Arabes » d'Egypte ?

— Y peuvent pas la brouiller comme on brouillait Radio-Londres sous Pétain, non ?

— Nasser, kss, kss ! rien qu'y les excite bien bien contre nous !

— Comme si que tous ces fellaghas

Dans les nouvelles cités, qui se dressent au nord de Bab-el-Oued, bâties sur les plans de Fernand Pouillon, les gosses sont les rois de la cour. ▶

qui se battent en Tunisie et au Maroc et qui se sont bien entraînés chez lui, c'est pareil que ces bandes de bandits qu'y a toujours eu dans l'Aurès !

— Messali Hadj et Ben Bella y font semblant de croire que c'est pareil pasque ça les arrange devant l'opinion internationale.

— L'opinion internationale, ça veut tout internationaliser, bien sûr !

— Ne parlez pas de Ben Bella, va ! La première fois qu'on a parlé de lui, c'est pasqu'il avait fait le hold-up de la poste d'Oran ! Un voleur de deux sous qu'y veut faire d'la politique, tiens !

— De toute façon, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, c'est pas pareil ! Le Maroc, c'est un protectorat. Y veulent plus qu'on assure leur protection, d'accord...

— On leur dit *tchao !* d'un ton protecteur, qu'y conclut tonton Benjamin.

— Exactement ! C'est comme la Tunisie, territoire sous mandat. Sous mandat, ça veut dire un mandat et ça veut dire des sous ! Coupe-leur le mandat, tu vas oir comme y resteront territoire, y s'ront bien contents, va, qu'y viennent pas ensuite nous pleurer misère !

Etc., etc.

Je m'arrête là pasqu'à l'époque, bien sûr, j'avais pas le magnétophone, mais qu'est-c'ça fait ? L'essentiel, c'est pas que j'm'en rappelle très bien ? Surtout que j'ai même pas le mérite, c'était toujours la même discussion et même maintenant, tenez, qu'on est tous à Paris, depuis dix ans qu'on est tous revenus de là-bas à vacarme et bagages, eh ben ! même discussion, mêmes arguments, tout !

Pour en revenir, après cette fameuse Toussaint, toute la semaine à Alger, de quoi vous voulez qu'on parle d'aute ?

Au Gouvernement général de l'Algérie, au Conseil général du département d'Alger, à l'Association des maires d'Algérie avec le président Laquière (que tout le monde, pour rigoler, on l'appelait « Laquière à soupe ») tous, comme un seul homme, y s'étaient voté les motions considérabes.

A la police, le coup de filet qu'y z'avaient fait, hein ! de main de maître, faut reconnaître !

En moins que rien, le M.T.L.D. de Messali Hadj (ouais, çui-là qu'y disait que pour nous autes, ça sera la valise ou le cercueil et total, à la fin, c'est la mort de ses z'osses qu'on mettra dans not' valise !), en moins que rien, donc, le M.T.L.D. c'était plus le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, qu'est-c'que c'était ? Les Messalistes en Tôle Liés et Désarmés !

Comme une fleur, y z'ont été cueillis !

Disparus à la fleur de l'Hadj, oilà !

Et y fallait oir dans les rues aller et venir les C.R.S. et les paras en tenue de léopard, martiaux comme tout, arrivés exprès de la métropole !

Enfin y z'ont pigé, c'est pas trop tôt !

Ionesco-Réalités

"ça bouge dans l'Aurès comme ça bouge en Sicile avec la Maffia!"

Allez, qu'y viennent faire les coups de main, maintenant, les Arabes. (Les terroristes ! Les Arabes, c'est pas tous des terroristes, faut pas croire ! La minorité et tout juste !) Ouais, qu'y viennent faire les coups de main, y seront servis et dès demain, faites-moi confiance !

Bon. Remarquez, quand on lisait les journaux, on voyait bien qu'un peu partout, à Dellys, Khenchela, Timgad, ça continuait quand même, hein !

Des bombardiers et des chasseurs y s'étaient mis en action, on allait passer l'Aurès au peigne fin, bref, mon oncle Benjamin y plaisantait toujours, mais en levant les sourcils et en tordant la bouche et en hochant la tête d'une façon d'en penser pas moins dans une expectative plus soucieuse que rassurée.

C'est vrai qu'y fallait bien faire attention de pas trop mettre le doigt dans l'engrenage de la violence ! D'abord, c'est un doigt seulement, merci, ensuite, comme vous avez un peu perdu la main, allez après appeler vot'femme pour lui donner le bras, tiens !

Buffalo-Kabyle à Texas-Sidi

D'un aute côté, c'est vrai aussi que si on serre pas tout de suite la vis, tout l'engrenage y se déglingue en pièces détachées et c'est pas ça qui va faire marcher tous les rouages de l'appareil administratif !

Non, le juste c'est le juste et d'abord, la population musulmane elle est très heureuse avec nous. La preuve : toutes les Mauresques qu'y viennent laver le par terre chez les Français, demandez-leur d'aller faire la bonne chez les Arabes riches, vous allez voir !

Zohra, qui vient chez nous tous les matins de 9 heures à 2 heures de l'après-midi et qui nous a vus naître, les cinq enfants de la famille, à quoi ça lui servirait la Sécurité sociale sinon de lui faire faire des démarches et des paperasses pour rien, surtout qu'elle sait ni lire ni écrire, la pauve ?

Elle est malade, elle vient pas, ma mère elle l'a jamais renvoyée pour ça ou retenu un jour !

Mon père et moi, à la banque, on a droit à 15 jours de congé payé ; Zohra, comme elle travaille qu'une demi-journée, ma mère, d'elle-même, elle lui donne une semaine de vacances par an ! Pas pasque c'est syndical ou quoi, pasque c'est logique, normal qu'elle a droit elle aussi à du congé pour se reposer ou faire c'qu'elle veut !

Qu'est-ce qu'elle s'en fout, Zohra, de la Noël ou de la Pâque juive ? Que dalle ! Eh ben, comme nous autes qu'on est juifs on profite des fêtes arabes et des fêtes catholiques, eh ben, Zohra, on lui fait des cadeaux pour Pourim ou pour Roch Hachana et à Noël, quand elle vient le lendemain, dans la cheminée elle trouve que le Petit Jésus y li'a apporté une robe, un flacon d'odeur et des chocolats, des pralines !

On fait esclavagistes, hein ?

Non, la vérité, c'est que dans l'Aurès et en Kabylie, depuis toujours, c'est la configuration du terrain qui le veut, y a eu des bandes de bandits qui ont joué aux hors-la-loi comme dans *les Justiciers du Far West* au cinéma Trianon.

Buffalo-Kabyle, y se croient !

A Texas-Sidi !

Et comme on les a laissés trop faire, comme on a pas tout de suite employé les grands moyens, y z'ont cru que c'était arrivé ! Et de leurs coupe-gorge de l'Aurès, y sont venus taper des incursions dans les grandes villes.

Heureusement qu'après la tournée qu'il a faite dans le bled, Mitterrand il a quand même très bien vu les choses, y s'est rendu compte de tout et il a dit exactement ça qu'il fallait dire et avec le ton qu'y faut ! L'Algérie c'est la France et la France elle reconnaîtra jamais chez elle une aute autorité que la sienne !

Et l'O.N.U. elle peut toujours parler dans toutes ses langues, la tour de Babel et la tour de Babel-Oued, ça fait deux, excusez-moi !

Pasque vous trouvez pas drôle, vous, que tous les attentats y z'éclatent partout juste comme un fait exprès deux jours avant que l'O.N.U. elle s'ouvre sa session extraordinaire ?

Quel moyen, quel meilleur moyen pour dire : « Vous, vous êtes les Nations unies, mais nous autes, en Algérie, on est divisés comme tout ! Même que la preuve, regardez les Français, toutes les divisions qu'y envoient contre nous autes les Arabes ! »

Purée, va ! y sont à plaindre, tiens !

Mais ouah ! laisse qu'y chantent, l'O.N.U. elle a pas à se mêler du dehors, de nos affaires intérieures ! L'Algérie, c'est trois départements français ! Vous verriez, vous, l'Ardèche se faire représenter à l'O.N.U. et réclamer son indépendance ?

Ma parole, c'est du Courteline ou du Balzac !

Et puis faut quand même pas dramatiser comme à l'Opéra d'Alger, hein !

Ça bouge dans l'Aurès, comme ça bouge dans le maquis corse ou en Sicile avec la maffia ! C'est le soleil qui veut ça !

La fête des morts, c'est la fête des Maures...

Les Arabes, c'est pas tous des terroristes, y a qu'à les voir en ce moment fêter le Mouloud en paix, dans leurs quartiers.

Et en Algérie, l'événement, eh ben, c'est la Coupe de France de fotball où le Gallia, purée ! comment qu'y s'est qualifié en éliminant l'A.S.S.E. 3 à 0 !

Trois buts splendides : un, une reprise de Mas après que Déléo il a tapé sur la transversale, un de Bagur, y le méritait depuis longtemps, le pauve, tout c'qu'y faisait au centre du terrain, et le dernier que Dahan il a marqué lui-même contre son camp sur un centre, canon, de Fortuné !

La Toussaint 54, qui c'est qui s'en rappelle bien bien à part tous les M.T.L.D. en prison ?

En tout cas c'est quand même drôle qu'y z'aient choisi juste le jour de la Toussaint pour commencer leur soi-disant guerre d'indépendance !

Qu'est-ce qu'y z'ont cru ? Que la fête des morts, c'est la fête des Maures ou quoi ?

Oilà ce que c'est que d'aller à l'école pour rien comprendre et tout embrouiller le français tel qu'y faut qu'on le parle bien sûr ! H

Roland BACRI

Ionesco-Réalités



Bab-el-Oued de grand-papa... On discute au soleil, devant ces vieilles bicoques blanchies à la chaux, dont la porte reste toujours ouverte. Le bon temps où on était pêcheur, maçon ou terrassier, débarquant d'Espagne en espadrilles, pour valise un panier, histoire de tenter l'aventure du gagne-pain. Tout était à faire.

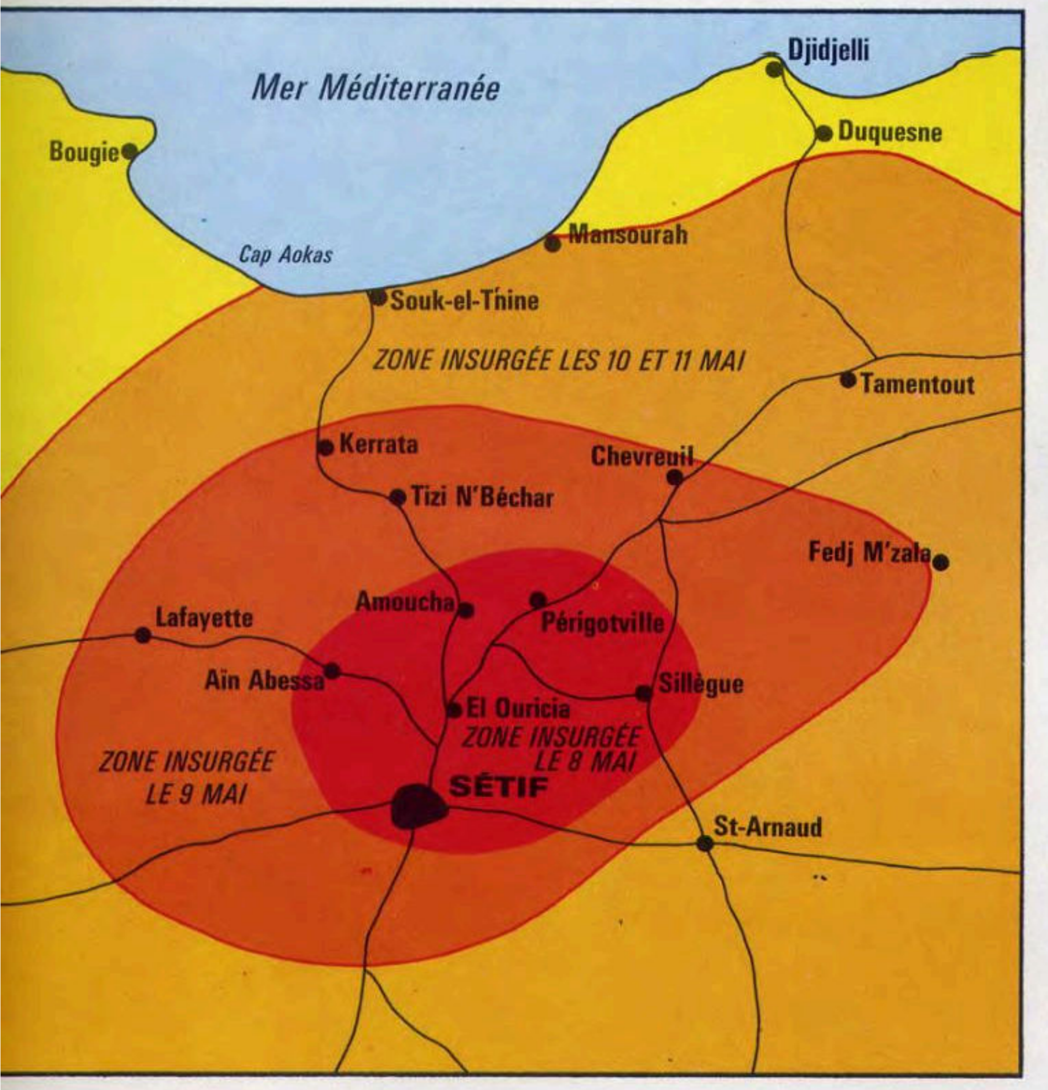

BAB-EL-OUED



Un marché de Bab-el-Oued ? Ici, on va au marché, comme on va à la fête. Pour le plaisir. La fête des fruits, des fleurs, des rires et de la "tchatche".

SÉTIF : LE DOSSIER DU SANG

MAI 1945





On ne peut tenter d'expliquer le déclenchement de la guerre d'Algérie sans parler des « événements » de Sétif en 1945. « C'est là que se cimenta mon nationalisme », dira plus tard Kateb Yacine, l'un des plus importants romanciers algériens. C'est là aussi que des musulmans, qui venaient de combattre en héros lors des campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne, passèrent d'un jour à l'autre des rangs français à la rébellion. On peut dire que c'est le 8 mai 1945 qu'apparut le germe de la révolution qui allait éclater neuf ans plus tard. Il y a grand péril pour l'objectivité à raconter cet épisode essentiel de l'histoire tragique de l'Algérie française. Chacun selon son opinion en possède une version différente. Nous livrons au jugement du lecteur deux récits écrits à partir de documents français et algériens par deux hommes honnêtes qui croient chacun connaître parfaitement le déroulement du drame. Ils éclairent d'un jour particulier des événements d'une portée immense.

On ne peut comprendre ce qui s'est passé en Algérie, au printemps de 1945, qu'en se référant au contexte mondial de l'époque, car la liaison entre les événements qui se déroulent sur le territoire algérien et les événements internationaux est alors particulièrement étroite.

En avril 1945, les armées hitlériennes s'effondrent. Les Alliés se réunissent à San Francisco pour fonder ce qui sera l'Organisation des Nations unies. Un grand vent d'unité, qui souffle aussi sur le Maghreb, soulève le monde arabe depuis la naissance, le mois précédent, à Héliopolis, dans la banlieue du Caire, de la « Ligue arabe ». La Syrie et le Liban, où la rivalité franco-anglaise prend un tour particulièrement aigu, figurent, avec Ceylan, la Birmanie, l'Indonésie, parmi les pays qui vont accéder à l'indépendance. En Algérie, une large fraction de l'opinion publique musulmane pense que les promesses d'émancipation des peuples contenues dans la Charte des Nations unies vont être rapidement tenues.

Sur le plan politique, ces sentiments sont exprimés par un mouvement de masse de 500 000 adhérents, les Amis du Manifeste et de la liberté (A.M.L.), constitué, le 14 mars 1944, à Sétif, par Ferhat Abbas ; par Messali Hadj, qui vit, depuis le 14 avril 1941, sous le régime de la liberté surveillée à Reibell (Chellala), et par les ulémas, les docteurs


Collection particulière

La plaine de Sétif ; vue vers le nord. Les scènes les plus violentes de l'émeute se sont déroulées à Sétif et dans la région au nord et au nord-est de cette ville. Mais tout le département a connu une vive agitation durant les journées qui ont suivi le 8 mai et des rassemblements menaçants y ont été sigalés, aux autorités civiles et militaires de la région.

de la loi islamique. Un congrès tenu au début de 1945 a réalisé la fusion théorique de la clientèle de Ferhat Abbas — surtout la petite bourgeoisie urbaine et rurale — et de celle du P.P.A., le parti populaire algérien interdit et clandestin de Messali Hadj, qui recrute principalement dans le prolétariat des villes et dans la jeunesse. En fait, le P.P.A., qui s'efforce de noyauter les A.M.L., maintient intégralement, en leur sein, sa propre organisation structurale hiérarchisée, de la cellule au comité directeur en passant par la *kasma*, la *daïra* et la délégation départementale.

Les partisans de Ferhat Abbas et ceux de Messali Hadj sont d'accord sur un objectif fondamental : la revendication essentielle du « Manifeste » de 1943, qui réclame « un Etat algérien doté d'une Constitution propre élaborée par une Assemblée algérienne constituante élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie », doit être reliée aux principes de la Charte des Nations unies qui s'élabore à San Francisco, et notamment à l'article 73, qui s'engage à « tenir compte des aspirations des populations et à les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques ».

Il s'agit, en somme, pour les A.M.L., d'internationaliser le problème algérien et de faire connaître à l'opinion et aux gouvernements alliés, notamment britannique et américain, la cause du nationalisme algérien. De quelle manière ? Une directive aux militants l'explique : il faut profiter de tous les rassemblements populaires pour lancer les slogans de l'indépendance et de la « Constituante algérienne » et pour brandir devant les foules l'emblème national, le drapeau vert et blanc de l'émir Abd el-Kader.

Du fond des montagnes, la voix des hommes libres

Sur ce point, l'unanimité règne à la direction des A.M.L., mais, au comité directeur du P.P.A., les activistes, dont le chef de file est le docteur Lamine Debaghine, qui vient d'ouvrir son cabinet médical à Saint-Arnaud, près de Sétif, jugent que la « directive du drapeau » est insuffisante. Ils estiment, quant à eux, que seules des actions violentes pourront être assez spectaculaires pour faire connaître les revendications majeures du nationalisme algérien, et ils suggèrent de faire appliquer, en temps opportun, la « directive d'action directe » : opérations insurrectionnelles multiples et simultanées à la campagne, avec attaque des maisons forestières, des gendarmeries, des commissariats de police et des mairies dans les petites localités où les Européens sont peu nombreux.

Jugée aventuriste par des leaders influents tels que Hadj Cherchali et Omar Oussedik, la « directive d'action directe » n'est pas adoptée, mais elle est l'objet de discussions entre les responsables du P.P.A., qui se retrouvent notamment à Constantine, le 14 avril, en présence de 500 délégués des A.M.L., à l'occasion de la commémoration du cinquième anniversaire de la mort du cheikh Abdulhamid Ben Badis. Lorsque, sur ordre du gouvernement général, Messali Hadj est transféré par avion, le 21 avril, de Reibell (Chellala) à El-Goléa, puis à Brazzaville, Lamine Debaghine, qui bénéficie de l'absence du prestigieux leader du P.P.A., augmente son autorité, mais ne réussit pas à imposer sa « directive d'action directe ». Quelques militants du P.P.A. stockent cependant, en différents points de l'Algérie, des carabines italiennes acheminées de Libye par le Sud et des armes ramassées sur les champs de bataille de Tunisie et de l'Est constantinois ou volées dans les parcs mal gardés des armées alliées.

Comme les indicateurs de police infiltrés dans les rangs du P.P.A. sont assez nombreux, des renseignements concernant ces activités parviennent vite, à Alger, aux services spécialisés dans les affaires musulmanes, notamment à ceux du colonel Courtes, et ils sont communiqués à différentes directions du Gouvernement général. Les colons ultras qui cherchent à remettre en cause l'ordon- ▶


E.C.A.

Le croiseur « Duguay-Trouin ».

Caractéristiques : 7 249 T.
Dimensions : 181,30 × 17,50 × 6,30 m.
Vitesse : 34 n.
Art. : 8 pièces de 155 ; 4 de 75 AA. ; 6 de 40 AA. ; 20 Œrlikons de 20 AA.

répression à la mesure de l'horreur du massacre

nance du 7 mars 1944 accordant des droits politiques à de nouvelles catégories de musulmans algériens et les partisans de la manière forte, qui ne manquent pas au sein de la haute administration d'Alger, entendent bien exploiter la situation pour réaliser leurs propres objectifs : inciter les « extrémistes des A.M.L. à passer à l'action, ici ou là, de manière à les démasquer, les réprimer, et à créer, en Algérie, un climat qui obligera, à Paris, le ministère de l'Intérieur à interdire ce mouvement séditieux ».

La bataille du drapeau

A Alger, le comité directeur du P.P.A. décide « d'organiser le 1er mai, autour du drapeau algérien, de grandes manifestations qui permettront de voir si les masses populaires sont prêtes à suivre les mots d'ordre de l'action directe et du soulèvement ». La direction locale des A.M.L. demande au préfet Perillier d'organiser, à l'occasion de la Fête du travail, un défilé qui, partant de Bab-el-Oued, rejoindrait, devant la Grande Poste, le cortège de la C.G.T. et du parti communiste algérien.

Le défilé de 20 000 personnes s'engage, à 17 h 30, dans la rue d'Isly. Des soldats français qui ont pris position devant le siège de la Xe région militaire, ouvrent soudainement le feu sur les drapeaux algériens déployés et blessent à mort Mohamed El-Haffaf, qui tombe en criant à son voisin : « Je suis touché, reprends le drapeau. » Trois autres militants du P.P.A., Abdelkader Ziar, de Saint-Eugène, Mohamed Laimèche et Ahmed Boughalmalah, sont tués sur le coup (sept autres mourront dans les jours suivants des suites de leurs blessures). Après une dizaine de minutes d'affolement et de confusion, le cortège reprend sa marche, qu'il termine sur l'esplanade de la Grande Poste.

Le lendemain, tandis qu'une foule énorme assiste à l'enterrement d'El-Haffaf, on apprend que des incidents violents et parfois sanglants ont marqué les défilés du 1er mai à Oran (1 mort), Bougie et Guelma. Constatant que les autorités françaises semblent bien décidées à employer tous les moyens pour que le drapeau algérien ne soit pas déployé dans les manifestations, le comité directeur du P.P.A. discute longuement pour savoir s'il est opportun, dans ces conditions, de pousser les A.M.L. à organiser de nouvelles démonstrations à


M.E. Boucher

l'occasion de la fête de la Victoire. Il est finalement convenu de laisser la direction de chaque *daïra* agir de manière autonome et évaluer le rapport des forces sur le terrain, pour savoir si elles doivent ou non prendre une telle initiative.

A Sétif, le 8 mai 1945, un grand défilé algérien emprunte la rue d'Angleterre, puis la rue du 3e-Tirailleurs et débouche, vers 9 h 15, sur l'artère centrale de Sétif la rue Georges-Clemenceau, ex-rue de Constantine.

Sur les trottoirs, les Algériens applaudissent et les Algériennes poussent leurs « you-you ». Alors que les premiers manifestants sont arrivés à la hauteur de la librairie Mesquida, les derniers piétinent encore devant la mosquée, distante de 600 mètres environ. Beaucoup chantent le chant patriotique que les scouts musulmans ont composé l'année précédente, qu'ils ont fait connaître au camp de Tlemcen et qui est devenu rapidement populaire :

Min djebalina
talaa saout al ahrar
iounadina al istiqlal

(du fond des montagnes — s'élève la voix des hommes libres — l'indépendance nous appelle).

Arrivés à la hauteur du Café de France, les scouts entonnent un nouveau chant nationaliste : *Hayou Ifriqiya !* (lève-toi, Afrique), lorsque le commissaire de la P.J. Lucien Olivieri et les inspecteurs Lafont et Haas entrent dans le cortège et somment les responsables des A.M.L. qu'ils trouvent devant eux de faire disparaître les pancartes et le drapeau algérien. Ceux-ci refusent. Une bousculade s'ensuit. Le commissaire Olivieri tire un coup de feu en l'air. A ce signal, les policiers qui se trouvaient de part et d'autre du cortège se groupent devant les manifestants. D'autres, sortis des cafés et des voitures, viennent les renforcer. Certains tirent au revolver sur les Algériens qui leur font face, tuant le porte-drapeau Bouzid, un des porteurs de gerbe que l'on surnommait « le Petit Poucet », et deux de leurs compagnons.

De nombreux manifestants se sauvent sous les arcades et dans les rues voisines. D'autres, furieux, attaquent à coups de bâton et à coups de couteau, dans les rues et à la terrasse des cafés, les Européens qu'ils rencontrent, tuant vingt-neuf personnes.

Devant le Café de France, les responsables des A.M.L. ordonnent d'enlever les morts et les blessés, font reformer le cortège à la hauteur de la rue Sillègue, l'amènent au monument aux morts pour le dépôt des gerbes et la minute de silence.

Les campagnards algériens venus pour le marché qui rentrent chez eux et qui font le récit du massacre du Café de France provoquent des réactions où la peur se mêle à la soif de vengeance.

La semaine sanglante

Dans l'après-midi du 8 mai, le « téléphone arabe » apporte, des hauts plateaux du Tell jusque dans les bleds les plus reculés, les nouvelles de Sétif et de Guelma. En de nombreux endroits, les hommes disent : « Nos frères des villes ont été massacrés. Il faut les venger. » Parmi les plus politisés, certains mili-



◀ Djidjelli. Dans l'Antiquité : *Igilgili.* Successivement carthaginoise, romaine puis ville arabe. Elle fut, au XVI[e] siècle, la première capitale des célèbres corsaires Barberousse, un centre de piraterie barbaresque et de trafic d'esclaves. Elle fut finalement occupée par la France en 1839, mais les plus anciennes installations européennes ne remontent qu'à 1858. Djidjelli, station balnéaire réputée, s'étend à la lisière des plus vastes forêts de chênes-lièges d'Algérie.

ATTENTION AUX PROVOCATEURS

TOUR D'HORIZON

Michel ROUZE

ALG

1 fr. 50

Nouvelle série — N°

QUE

OCCUP

Nous demand

Cologne-Aix-la-C

LES FORCES SOVIETIQUES poursuivent l'anéantissement des derniers groupes allemands isolés en Tchécoslovaquie et en Autriche

Les navires allemands quittent Oslo pour se rendre aux Britanniques

Les auteurs et propagateurs de fausses nouvelles s'exposent aux rigueurs de la loi

Français musulmans et non musulmans coopèrent au rétablissement de l'ordre

LA CONFERENCE DE SAN FRANCISCO

Dès que la presse a connaissance des émeutes qui ont éclaté dans différents départements, le ton des éditoriaux et des articles est celui de la surprise devant des événements que nul n'avait prévus. En règle générale, on les attribue à des provocations de fauteurs de trouble de tout bord. Mais sans aller trop au fond des choses comme l'*Alger républicain.* ▶

tants locaux du P.P.A. pensent que le moment est venu de mettre en application la « directive d'action directe ».

Au jour de la colère, l'offensive contre les Européens déferle de Sétif à la mer. Elle est parfois organisée par des groupes de choc qui sont allés sortir les armes de leurs cachettes, mais elle apparaît le plus souvent aussi spontanée que violente. Le bilan des victimes européennes, dressé au soir du 9 mai par le préfet de Constantine, est de 103 morts — y compris les 29 de Sétif — et de 110 blessés.

Certains Européens s'étaient déjà constitués en « milices de défense ». Au soir du 9 mai, de telles milices se multiplient dans tout le Constantinois et quelques-unes enrôlent des prisonniers de guerre allemands et italiens travaillant dans les fermes. Ces groupes exercent, contre les Algériens, des vengeances sanglantes.

La marine est engagée et le « Duguay-Trouin » bombarde depuis le golfe de Bougie, les douars des communes mixtes de Timimoun et d'Oued-Marsa. Les Algériens capturés au cours des opérations d'infanterie sont emprisonnés et parfois exécutés. Les opérations répressives de l'armée sont sévères et les villages où l'insurrection a été la mieux organisée et la plus dure paient un prix particulièrement lourd. C'est cependant à Sétif, Guelma et Kerrata que la répression est la plus meurtrière : des centaines de morts.

Vers la fin de la « semaine sanglante », certains responsables P.P.A. du Constantinois partent pour Alger et demandent au comité directeur du parti clandestin de lancer enfin la directive d'action directe et de « provoquer ainsi un soulèvement général de nature à soulager les populations des régions de Sétif, Guelma et Bougie qui supportent seules le poids des opérations militaires françaises ». Le comité directeur accepte leur suggestion, mais décide que l'ordre d'insurrection ne devra être donné qu'à la fin de mai, « car il faut au moins quinze jours pour préparer la lutte ». Les délégués présents à Alger regagnent leurs régions pour transmettre aux différents niveaux hiérarchiques du parti les nouvelles consignes.

Le fossé

Deux faits viennent cependant contrecarrer ces plans. Les services de renseignements du Gouvernement général, tout d'abord, interceptent sur un courrier clandestin, arrêté par la police, de précieuses informations sur les projets en cours, et le P.P.A. ne peut plus, du coup, espérer bénéficier de l'effet de surprise sur lequel il comptait. Les dirigeants du parti doivent, de plus, constater que, contrairement à leurs calculs, des « zones de dissidence » ne se constituent pas dans le Constantinois : les forces françaises ont, par le fer et par le feu, rétabli un ordre complet et contrôlent totalement la situation. Pour ces deux raisons, le soulèvement général est annulé par le comité directeur du P.P.A. Le passage de l'ordre au contrordre (également transmis de bouche à oreille) est si brusque que certains responsables de région ne seront pas touchés et que des installations militaires et civiles européennes seront attaquées, par exemple à Dellys, en Grande Kabylie, à Cherchell et à Saïda (offensive d'un commando de l'Algéro-Maro- ▶

la guerre d'Algérie a-t-elle commencé en 1945 ?

cain Belh'acene). Menées dans le cadre d'une stratégie mal préparée et mal exécutée, ces actions se transformeront en autant d'opérations-suicide.

A l'heure des bilans, un communiqué officiel du Gouvernement général déclare que les opérations du rétablissement de l'ordre ont fait 1 150 tués du côté algérien. L'état-major du colonel Bourdila, commandant la subdivision de Sétif, avance officieusement le chiffre de 7 500 victimes, qui est doublé par la commission d'enquête — présidée par le général Tubert — envoyée sur les lieux par le gouverneur général Chataigneau.

Le consul américain à Alger avance — non sans intentions politiques — le chiffre de 40 000 à 45 000 victimes algériennes, et l'opinion publique musulmane se réfère plutôt à cette évaluation.

Chez les scouts algériens

Si, dans la seconde quinzaine de mai, le sang cesse de couler, la répression policière et judiciaire, qui a commencé dès le 9 mai sous le régime de la loi martiale, bat son plein dans toute l'Algérie, et notamment dans le Constantinois, contre les Algériens suspects d'action ou de propagande nationaliste ; les A.M.L., les principaux adjoints de Ferhat Abbas — Ahmed Francis, Ahmed Boumendjel, Me Kaddour Sator, Me Mostefa El-Hadj, bâtonnier du barreau de Sétif, le Dr Ben Khellil, Aziz Kessous, directeur de l'hebdomadaire *Egalité,* qui vient d'être interdit — sont arrêtés, tout comme leur chef et tout comme deux leaders de l'Association des ulémas, Bachir El-Ibrahimi et le cheikh Kheireddine. Sont également arrêtés des leaders P.P.A. comme Mohamed Khider, Abdallah Filali, Larbi Ben M'Hidi (1), Souyah Houari, Ahmed Bouguarra, le futur colonel de l'A.L.N., Si M'hamed, Ben Youssef Ben Khedda (2), ces trois derniers respectivement responsables locaux du P.P.A. à Oran, Affreville et Blida.

Quelques leaders nationalistes importants échappent cependant au coup de filet. Belouizdad s'enfuit de son domicile d'Alger par les terrasses, alors qu'on vient l'arrêter chez lui, et rejoint, à Constantine, Taïeb Boulharouf (3), qui se cache dans le kiosque à tabac proche de la passerelle Perrégaux. Lamine Debaghine se tire lui aussi d'affaire et, déguisé en paysan, se réfugie au Maroc, où il est accueilli par un jeune étudiant nationaliste qu'il a connu à l'université d'Alger, Mehdi Ben Barka. Rabah Bitat passe quelque temps dans le camp des scouts algériens de Sidi-Ferruch, qui abrite plusieurs fugitifs recherchés comme lui par la police.

5 000 détenus, selon les chiffres officiels — 10 000, selon les notables algériens — peuplent bientôt les camps d'internement du Sud (Bossuet, Méchéria, Aumale, etc.), les prisons d'Alger et de Maison-Carrée, la prison d'Oran, celle de Lambèse dans l'Aurès, celle de Koudiat à Constantine (où est envoyé un Européen, alors communiste, le Dr Catouard, qui a protesté contre la répression). La justice est expéditive et sévère : un Algérien de Bône est condamné à deux ans de prison ferme pour « outrage par regard à sous-préfet ». Les sentences des tribunaux militaires frappent 1 500 personnes (99 condamnées à mort, 64 aux travaux forcés à perpétuité, 329 aux travaux forcés à temps). La plupart des emprisonnés et internés seront élargis à l'occasion d'une grande amnistie, en mars 1946, mais certains des condamnés tel le militant P.P.A. de Kouba, Amar Foughali, ne seront libérés que dix-sept ans plus tard, quand l'Algérie deviendra indépendante.

Les événements de mai 1945 marquent une date cruciale dans l'histoire de l'Algérie, car ils creusent le fossé entre la communauté européenne et la communauté musulmane.

On peut observer, en 1955, que si la rébellion algérienne a commencé dans l'Aurès et s'est étendue à la Grande Kabylie, c'est dans le quadrilatère Bougie-Sétif-Souk-Ahras-Bône qu'elle s'est le plus profondément implantée. Ce quadrilatère, c'est le territoire de la wilaya 1. La zone où la semaine sanglante du 9 au 16 mai 1945 a fait le plus de victimes. La guerre d'Algérie a commencé, en vérité, en mai 1945. H

Youssef ZERTOUTI

(1) Mohamed Khider, Ben M'Hidi, et Rabah Bitat seront trois des neuf chefs historiques, qui neuf ans plus tard, le 1er novembre 1954, déclencheront la révolution.

(2) Futur président du G.P.R.A. à l'heure de la signature des accords d'Evian.

(3) Participera comme plénipotentiaire à la première conférence d'Evian, en 1961.

M.-E. Boucher



Constantine. Le pont suspendu de Sidi-M'Cid, sur les gorges du Rummel. (Longueur : 168 m, hauteur : 175 m.)

le mythe des 45 000 musulmans victimes de la répression

● Un mythe consiste à grossir démesurément un fait réel — ou un noyau de faits réels —, à l'enrichir de détails propres à encourager la fraternité, ou à exciter les haines. Comme la langue d'Esope, c'est la meilleure ou la pire des choses.

Le mythe des représailles massives qui, en 1945, autour de Sétif et de Guelma, auraient été exercées par des colons ou des fonctionnaires survivants (après le massacre initial d'une centaine d'Européens) ainsi que par les troupes chargées de rétablir l'ordre, a été soigneusement entretenu par les partisans de l'indépendance algérienne. Il a développé, chez les musulmans d'Algérie, surtout parmi les jeunes, un désir de vengeance. Et, en 1954, les « fils de la Toussaint », comme les nomme Yves Courrière, y trouvèrent un bon motif pour abattre, à Khenchela et dans l'Aurès, sans aucune provocation, un officier, un caïd et un jeune ménage d'instituteurs.

A la base de ce mythe, précisons les faits de 1945 :

8 mai 1945. A Sétif et dans un rayon de cent kilomètres, explosion d'une sorte de guerre sainte, aux cris de **Djihad !** Attaque des Européens rencontrés non seulement dans les rues de Sétif, mais sur les routes, dans les villages, les fermes isolées, les maisons forestières. Dès le lendemain, extension du soulèvement autour de Guelma.

Le gouverneur général, Yves Chataigneau, responsable de la sécurité intérieure et extérieure de l'Algérie, requiert l'intervention des forces armées de terre, de mer et de l'air dans le cadre du plan établi en 1944, pour le cas de troubles, par le général Catroux, ministre délégué pour l'Afrique du Nord. Dans la zone insurgée, il rend les pouvoirs de l'état de siège à l'armée, qui en avait été dessaisie en 1944.

Affrontements armés entre les troupes et les insurgés au cours des opérations de dégagement tant des agglomérations comme Guelma que des villages comme Chevreul et Kerrata, des fermes, des maisons forestières (notamment des Babors). Les troupes étant essentiellement musulmanes (tirailleurs, spahis, goumiers), aucun motif raciste dans ce rétablissement de l'ordre ni dans la recherche des meneurs qui a suivi. Quelques réactions regrettables de la part d'Européens bouleversés en retrouvant, autour de Guelma, des parents ou des amis sauvagement éventrés. Ce



E.C.A.

furent des cas isolés, non des représailles massivement organisées. Mais pour soutenir, de l'extérieur, le soulèvement, les « Frères musulmans » lancent, sur les ondes de la radio du Caire, la fable de 45 000 musulmans systématiquement massacrés dans le Constantinois, procédé de guerre psychologique propre à donner mauvaise conscience aux Français non musulmans d'Algérie, comme à ceux de la métropole.

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire, Tixier, vient personnellement enquêter en Algérie. Le gouverneur général Yves Chataigneau fait comparer le nombre des cartes d'alimentation présentées après les événements avec le nombre des cartes distribuées auparavant. On aboutit à une différence d'environ un millier, calcul assurément approximatif, mais qui donne un ordre de grandeur bien éloigné des 35 000 musulmans prétendument massacrés, chiffres lancés par la radio du Caire. Cependant, l'escalade se poursuit dans la radio, dans la presse, dans les livres ; on parle de 45 000 et jusqu'à 60 000 !... Le mythe était lancé !

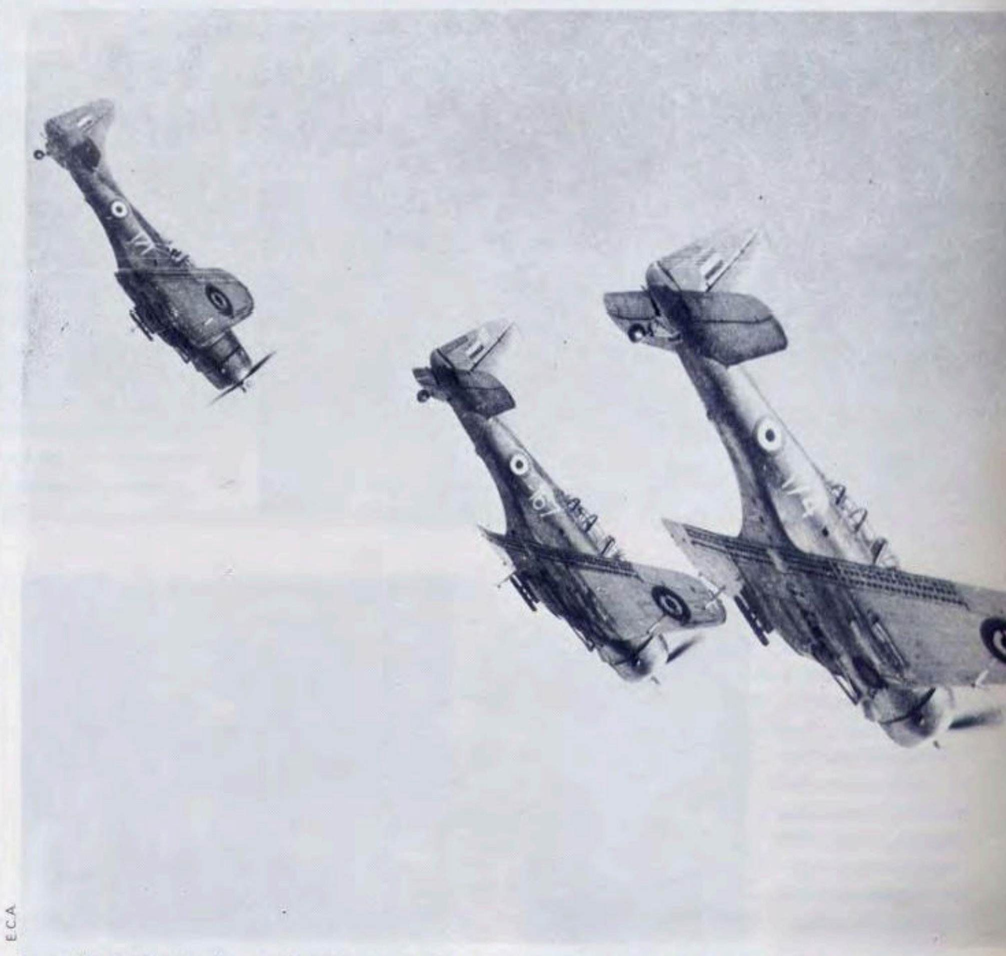
Or les affrontements ont duré deux semaines. Pendant les huit mois que le corps expéditionnaire français du futur maréchal Juin a combattu en Italie, face aux mitrailleuses, aux obus, aux chars, aux bombardiers nazis, il a perdu seulement 1 300 des siens. Comment, en quelques jours, dans le Constantinois, eût-il été possible même à des massacreurs systématiques d'abattre des dizaines de milliers de musulmans ?

Affirmer, répéter, c'est la méthode efficace des publicitaires ou des propagandistes. C'est ainsi que l'on crée les mythes. Et ils ont la vie dure ! Faut-il, comme beaucoup d'historiens de seconde main, les accepter passivement ? Ne faut-il pas chercher sans cesse la vérité ou, tout au moins, s'en approcher ?

Je reste reconnaissant à la mémoire du général Duval qui, alors à la tête de la division de Constantine, a su rétablir l'ordre avec rapidité et un souci constant d'amitié pour la masse musulmane. A la fin des « événements », il a bien mérité d'être invité à la mosquée de Constantine, au milieu des croyants coraniques, pour remercier avec le Tout-Puissant d'avoir rendu la paix... au moins provisoirement.

Général Henry MARTIN,
commandant le 19e corps
en Algérie (1944-1946)

LE FANATISME !



E.C.A.

Escadrille de bombardiers « Douglas », en piqué; ce sont des avions de ce type qui sont intervenus, en mai 1945, au-dessus des zones d'émeutes. Le gouverneur Chataigneau avait requis l'action des trois armes.

SÉTIF était une subdivision de la division territoriale de Constantine, que commandait le général Duval. Nul mieux que lui n'a défini l'insurrection qui embrasa cette subdivision.

« Dès le 8 mai, écrit-il dans son rapport, l'insurrection prend le caractère de la guerre sainte, de la *djihad*. Elle se développe avec une soudaineté, une violence et un fanatisme qui démontrent que l'âme fruste du Berbère n'a pas changé depuis des millénaires. L'insurrection s'est déroulée sous le signe de la haine du *roumi* et de la France. Elle n'a épargné ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants. Ceux qui ont vu les scènes de carnage et les corps atrocement mutilés en gardent une impression d'horreur. »

C'est jour de marché. De nombreux indigènes venus des douars voisins emplissent les rues. Vers 7 heures, un rassemblement se forme devant la mosquée. La troupe scoute musulmane *Kechafat el-Hayat* est autorisée à défiler pour se rendre au monument aux morts. Vers 8 h 30, elle se met en marche, suivie par un cortège de 7 000 à 8 000 personnes. En tête, trois hommes portent un drapeau français et deux drapeaux aux couleurs du Prophète. Derrière eux apparaissent des pancartes sur lesquelles on lit : *Libérez Messali !, Nous voulons être vos égaux !, Vive l'Algérie indépendante !*

Extension de l'insurrection autour de Sétif

Vers 9 heures, le cortège arrive rue de Constantine où il se heurte à un barrage de police. Le commissaire central somme les manifestants de faire disparaître les pancartes séditieuses. Sur leur refus, la police essaie de s'en emparer. C'est le signal de la bagarre. Des coups de feu éclatent. Le cortège se disperse et les manifestants se répandent dans la ville, assaillant à coups de pistolet, de couteau ou de bâton les Européens rencontrés dans les rues ou assis à la terrasse des cafés. On entend les cris de *N'katlou ennessara !* (tuons les Européens). Les femmes poussent de stridents « you-you ». Rue Sillègue, M. Deluca, président de la délégation spéciale, s'efforce de calmer les excités. Il est abattu. ▶



E.C.A.

dans chaque village, le massacre des Français commence aux cris de la guerre sainte : "Djihad!"

Pour réprimer l'émeute, l'armée procède à une action de nettoyage. La région de Sétif est divisée en trois secteurs opérationnels : la zone de Guelma, la zone de Constantine-Philippeville et la zone de Sétif. Il s'agit de délivrer les villages et les fermes encerclés par les dissidents, avec le concours des blindés, de l'aviation et, sur la côte, de la marine.

Bône, la plage Fabre. Bône (*Annaba*, en arabe), située entre la montagne de l'Edough et la mer, adossée à des hauteurs boisées, tire son charme de son site, de sa végétation et de ses environs. Des troupes de renfort débarquèrent sur cette plage après les émeutes. Elles purent rapidement ramener la paix dans cette région.

Dans les petites villes touchées par l'émeute, des milices d'Européens se formèrent aussitôt. Il s'agit d'abord d'autodéfense. Mais très vite l'action des milices civiles dégénéra en répression aveugle et incontrôlée, devant le spectacle des cadavres d'Européens, horriblement mutilés par les émeutiers. La loi du talion joua partout. Il fallait se venger, envers et contre tout, et sur tous ceux qui étaient musulmans. L'armée fut prise entre les deux violences.



E.C.A.

D'autres meurtres sont commis. Quand, vers midi, l'ordre est rétabli, on relève dans les rues vingt et un cadavres d'Européens.

D'après le procès-verbal détaillé, on voit que treize de ces cadavres ont le crâne complètement enfoncé, un est éventré et un autre émasculé.

Dans l'après-midi, les troubles s'étendent au nord de Sétif. A El-Ouricia, à 12 kilomètres, l'abbé Navarro est abattu. Aux Amouchas, à 10 kilomètres plus au nord, les maisons européennes sont pillées, mais leurs habitants ont pu fuir. A Périgotville, les insurgés pénètrent dans le bordj et s'emparent de 45 fusils Lebel et de 10 000 cartouches, puis ils attaquent les Européens et pillent leurs maisons. Au soir, quand le village sera dégagé, on relèvera douze cadavres sauvagement mutilés.

A Sillègue, le garde champêtre, M. Mutschler, est tué, ainsi que sa femme et le cantonnier. Les maisons européennes sont pillées, puis incendiées. A La Fayette, de gros rassemblements d'indigènes se forment, mais sur l'intervention de l'administrateur, aidé par des notables musulmans, les attroupements se dispersent.

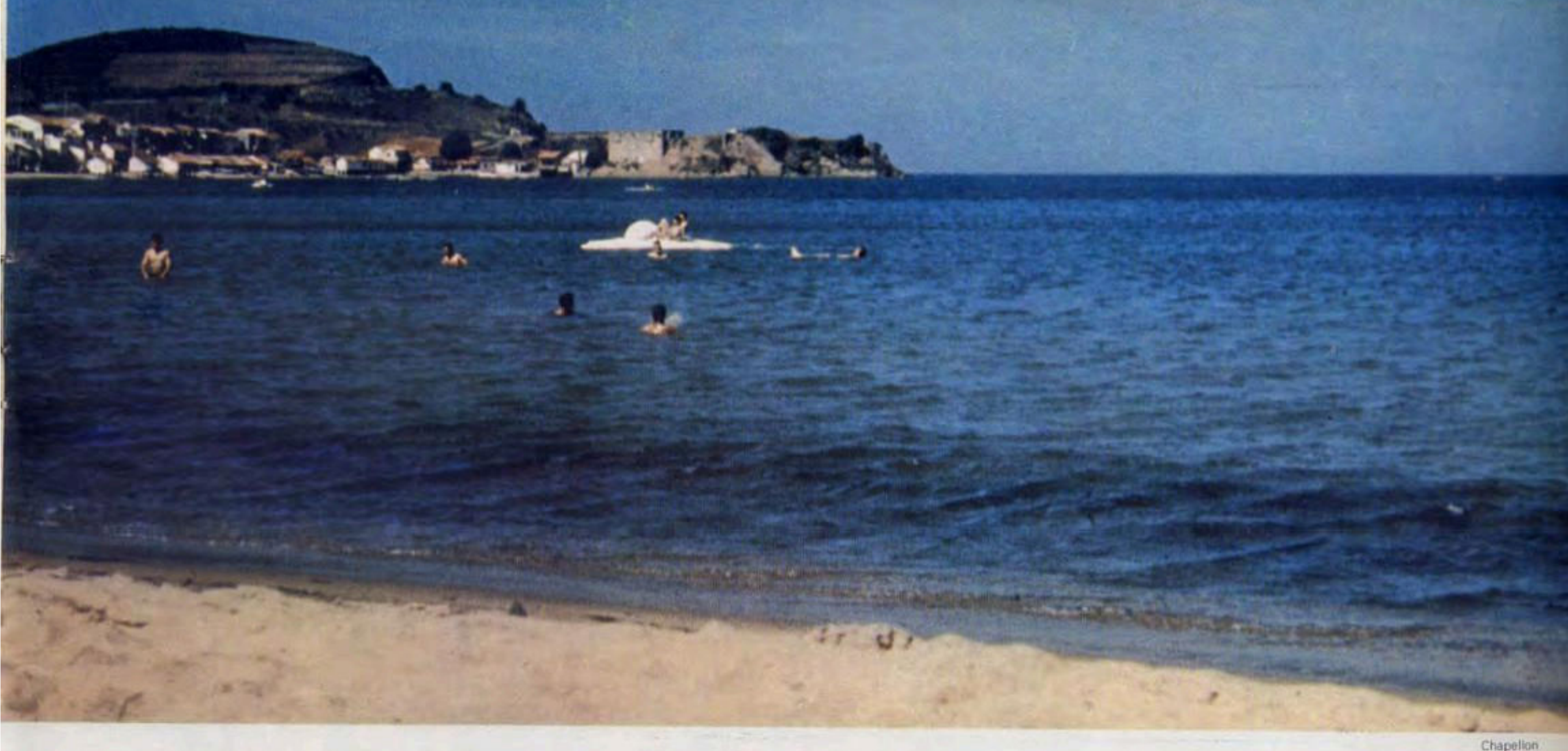


E.C.A.

Les enfants n'échappèrent pas au drame. Dans les petites fermes musulmanes situées dans les zones de dissidence, l'arrivée de l'armée les terrifia. Le général Duval, qui commandait le Constantinois, insista sur la conduite à tenir, en face des musulmans que rien ne pouvait laisser suspecter. Pas de brutalité, respect des individus et des maisons. Mais où commençait la suspicion ?

A Bône et dans le reste de l'Algérie

Il n'en est pas de même, malheureusement, à Chevreul, à 60 kilomètres au nord de Sétif. A 2 heures du matin, le village est pillé et incendié. La plupart des Européens s'étaient réfugiés à la gendarmerie ; mais ceux qui ne l'avaient pu sont massacrés et mutilés. Le lendemain, quand les secours arriveront, on trouvera cinq cadavres, dont ceux de trois hommes émasculés : le garde forestier Devèze et les agents des Ponts et Chaussées Coste et Bovo, et ceux de



Chapellon

deux femmes : Mme Devèze et Mme Bovo, celle-ci mutilée des deux seins.

En outre, quatre femmes ont été violées, dont Mme Ruben, âgée de quatre-vingt-quatre ans, Mme Grousset et sa fille Aline, âgée de quinze ans.

Pour ce premier jour, on dénombrera au total, dans la subdivision de Sétif : 84 tués, dont 13 femmes.

A Bône, dans l'après-midi du 8 mai, autour de la place du Marché où les associations patriotiques se sont réunies pour célébrer l'armistice, de nombreux indigènes se massent, portant des pancartes et l'étendard du Prophète. Quand le cortège arrive au monument aux morts, les manifestants se mettent à scander : « Libérez Messali ! », tapant des mains en cadence et levant l'index vers le ciel.

L'intervention de la police déclenche une bagarre, à laquelle met fin l'arrivée d'un renfort de policiers. Bilan : 46 blessés chez les agents et les civils européens, un tué et 30 blessés chez les manifestants.

Le 9 mai, un nouveau foyer s'allume autour de Guelma. Croyant la ville aux mains des insurgés, de nombreux groupes de musulmans armés descendent de leurs montagnes sur Guelma, mais ils se heurtent au bataillon d'instruction du 7ᵉ tirailleurs et aux civils français que l'énergique sous-préfet Achiary a fait armer, conformément au « Plan de défense des centres de colonisation ». Cependant, les abords et les communications ne seront dégagés qu'à partir du lendemain, avec l'aide du groupe mobile motorisé Combourieu, envoyé d'urgence de Tunisie.

Dans les départements d'Alger et d'Oran, l'ordre n'est pas troublé. En somme, le 8 mai, un foyer insurrectionnel a éclaté à Sétif, fief de Ferhat Abbas et de ses « Amis du Manifeste », et a gagné les environs. Il s'agit maintenant d'éteindre cet incendie avant qu'il se propage dans toute l'Algérie.

Avec de faibles moyens, agir vite et fort

Le 8 mai 1945, les unités de campagne de la division de Constantine sont en Allemagne. Pour maintenir ou rétablir l'ordre dans cette immense région sous-administrée qui comporte des massifs comme ceux de l'Atlas tellien, de l'Aurès et des Babors, difficilement pénétrables, le général Duval ne dispose que d'un effectif total de 9 000 hommes, en grande partie composé de dépôts et unités de garde, inemployables en opérations.

En fait, il n'a, comme éléments mobiles, que le 15ᵉ régiment de tirailleurs sénégalais, un bataillon de marche du 3ᵉ zouaves, le 9ᵉ spahis, privé des deux escadrons détachés en Tunisie, un escadron motorisé de la garde, un peloton motorisé de légion, un goum marocain et un groupe d'artillerie. La gendarmerie n'a que 523 gendarmes présents, disséminés sur tout le territoire en 74 brigades. Il est évident que, pour arrêter le massacre avec si peu de moyens et avant l'arrivée d'importants renforts d'Algérie et du Maroc, il fallait agir vite et fort. C'est ce que le général Duval exposera au ministre, par lettre du 16 mars 1946, en réponse aux accusations de Ben Djelloul :

« J'ai hautement conscience, non pas d'avoir dirigé des opérations de *répression,* mot qui choque mon sentiment de soldat et de Français, mais d'avoir rétabli la sécurité en limitant, dans la mesure du possible, l'emploi de la force... Si le mouvement insurrectionnel n'avait pas été étouffé à ses débuts, l'incendie aurait embrasé tout le Constantinois, puis l'ensemble de l'Algérie. Il me souvient non sans émotion de la période critique, qui dura jusqu'au 18 mai, où l'on sentait les masses indigènes des campagnes en transes et poussées à la guerre sainte, guettant la proie facile des villages et des fermes isolées, prêtes à se lancer au pillage au premier succès de l'émeute. »

E.C.A.



A Kerrata, au nord de Sétif, les émeutiers brûlèrent le bureau de poste, isolant le petit centre en vue du massacre.

Premier coup d'arrêt à Sétif (8 mai) et dans la région (9 mai)

Le 7 mai au soir, inquiété par certains renseignements, le général Henry Martin, commandant le 19ᵉ corps et la Xᵉ région militaire à Alger, avait prescrit à ses trois divisions territoriales (Alger, Oran et Constantine) de constituer des piquets en armes. En conséquence, le 8, à 5 heures, le colonel Bourdila, commandant la subdivision de ▶

E.C.A.

parmi les émeutiers, des hommes d'Abbas

Sétif, qui dispose de la valeur d'un bataillon, fait rassembler dans la cour de la caserne deux compagnies, faisceaux formés, avec ordre au chef de détachement d'« éviter à tout prix, s'il doit intervenir, de faire usage des armes, sauf le cas de légitime défense ».

A 9 heures, un agent de police arrive en courant à la subdivision et se précipite vers le colonel : « Mon colonel ! On tire du côté de l'hôtel de France ! » Aussitôt, l'ordre est donné au commandant Rouire de se porter avec le détachement dans le centre de la ville.

La troupe s'y rend au pas cadencé. Le chef de bataillon s'avance avec un clairon au-devant des manifestants, et ses sommations, sans aucun coup de feu, aident la police à dégager le centre de la ville.

A 11 heures, le commandant Rouire reçoit l'ordre de se porter avec une compagnie au marché arabe où, comme nous l'avons vu, plusieurs milliers d'indigènes sont aux prises avec la police. Là, sa troupe repousse les manifestants à coups de crosse, sans tirer, malgré la découverte exaspérante de cinq cadavres d'Européens affreusement mutilés.

Vers midi, le calme est revenu à Sétif, où l'on relève les vingt et un cadavres d'Européens que nous savons. Mais l'insurrection a gagné les environs.

A 10 heures, la division de Constantine a reçu ce message de la subdivision de Sétif : « Emeutes ont éclaté. Morts et blessés dans la population européenne. Situation semble très grave. » Un second message dit : « Rassemblements inquiétants à Oued-Zenati. »

Le général Duval dirige alors de Philippeville sur Sétif un peloton de cinq half-tracks de la garde mobile et une compagnie du 15e sénégalais en camions.

De larges flaques de sang

Le peloton de la garde arrive à Sétif à 15 h 30. On lit dans le journal de marche de l'unité : « De Sétif, le half-track du capitaine Mazucca repart immédiatement pour dégager Périgotville, qui est encerclée. Aux abords de ce village, le half-track est stoppé par un barrage de pierres et pris sous des feux assez nourris. Les balles s'écrasent contre le blindage. Il riposte à la mitrailleuse et fait sauter le barrage. Son arrivée dans Périgotville coupe court au massacre. Une douzaine de cadavres sont relevés, sauvagement mutilés. Les faces sont en bouillie. De larges flaques de sang s'étalent sur le seuil des maisons aux portes ouvertes. Poursuivis par le feu des mitrailleuses, les assaillants se retirent dans le djebel. »

Quant à la compagnie sénégalaise, retardée par des pannes, elle n'arrive à Sétif qu'à 22 heures. Une partie est aussitôt envoyée sur Sillègue, qu'elle trouve en flammes à 2 heures. L'autre partie, comprenant deux sections sous les ordres du lieutenant Bentegeat, est dirigée sur Aïn-Abessa, à 18 kilomètres au nord de Sétif. Quand elle y parvient, vers 1 heure, la situation est la suivante : depuis la veille au soir, le bordj, où la population européenne s'est réfugiée et dont la défense a été organisée par le chef de brigade de gendarmerie, est assiégé par un millier d'indigènes conduits par Debache Seghir, membre influent des « Amis du Manifeste ». Ils arrosent le bâtiment de rafales de mitraillette et de coups de fusil.


E.C.A.

A l'arrivée du lieutenant et de sa petite troupe, les assaillants se retirent. Une

◀ Selon les rapports militaires, l'insurrection est jugulée le 12 mai au soir. Les opérations d'« assainissement » prendront fin le 30 mai. Les douars dissidents commencent à se soumettre : mains levées, ce qui signifie « aman », la demande du pardon, la remise des armes, l'oubli des offenses.



Dans la plaine de ▶ Melbouh, les communes mixtes d'Oued-Marsa et de Djidjelli font leur soumission. Face aux autorités militaires et sous la surveillance d'un patrouilleur. Après la répression, la bonne parole. Le général Duval déclarera : « Je vous ai ramené la paix pour dix ans. »

ECA



Combien de morts au bout de ces fusils récupérés et inventoriés par les gendarmes, après toutes les redditions ? Fusils de chasse que les émeutiers sortirent de chez eux, et fusils raflés dans les bordjs et dans les petits postes militaires isolés. Les civils aussi sont tenus de rendre les leurs, après ces journées de sang.

patrouille envoyée dans le village délivre la famille Heyberger, également assiégée dans sa maison. La patrouille arrête plusieurs des assiégeants, pris les armes à la main, dont le secrétaire général des « Amis du Manifeste ». En fouillant le village, on découvre le cadavre de M. Fabre, tué à coups de pistolet et de gourdin.

Autre délivrance : le 9 au matin, le lieutenant Poutch est envoyé avec un petit détachement sur Kerrata. Il fait irruption dans le village en plein massacre ! Son arrivée y met fin. On lit dans son rapport : « Nous trouvons cinq cadavres, dont ceux du juge de paix, M. Trabaud, et de sa femme. Vingt personnes se trouvent sur le toit d'une maison en flammes. Je réussis à les sauver, et, après avoir dispersé à la mitrailleuse les assassins, je rassemble la population européenne au château Dussaix, sous la protection des gendarmes. »

10 mai. Sauvés de justesse !

Autre sauvetage de justesse : celui de Chevreul. Nous avons vu que, le 8 mai, les habitants européens, qui avaient échappé au premier massacre, s'étaient réfugiés à la gendarmerie, où se trouvaient en dépôt les armes du centre de colonisation. Les deux gendarmes du poste les avaient distribuées aux hommes. La gendarmerie fut investie et le siège commença. Pendant toute la journée du 9, les insurgés, postés aux alentours, tirèrent sur les fenêtres. Ils coupèrent la conduite d'eau, privant les assiégés d'eau potable. Dans la soirée du 9, ils parvinrent à s'emparer du rez-de-chaussée. La défense se concentra alors au premier étage.

Ce n'est que le 10 au matin qu'arrive devant Chevreul le détachement du commandant Rouire (une section de half-tracks et une compagnie de zouaves). Le commandant envoie une section à l'est du village et une autre à l'ouest pour le cerner. La section de l'est met en fuite les rebelles et capture des bourricots chargés de tapis et autre butin, que les pillards abandonnent.

« J'entre moi-même dans le village avec les half-tracks, relate le commandant, et je marche sur la gendarmerie. A notre arrivée, la joie et l'émotion sont intenses. Les habitants, hommes et femmes, sont émus jusqu'aux larmes d'avoir été sauvés *in extremis*, car les rebelles avaient déjà répandu de l'essence au rez-de-chaussée. »

Mais nos détachements ne peuvent intervenir partout. Le 10, à Tamentout, près de Djidjelli, la maison forestière est attaquée. Les deux gardes, leurs femmes et deux enfants de dix et trois ans sont massacrés.

Dans la subdivision de Bône, lorsque les gendarmes arrivent à Petit, ils trouvent quatre cadavres affreusement mutilés, dont celui du gérant de la ferme Lucet, massacré par ses ouvriers indigènes.

En revanche, dans la subdivision de Constantine, une compagnie de zouaves et deux half-tracks de la garde recueillent, à Djemila, cinq Européens qui ont été sauvés par les ouvriers indigènes du chantier archéologique.

11 mai. Derniers soubresauts

Le 11, au nord de Sétif, villes et villages sont dégagés. Refoulés vers le nord, les insurgés ont atteint la côte. Aux Falaises, dans le golfe de Bougie, ils tuent l'hôtelier, blessent grièvement sa femme et pillent l'établissement. Puis ils marchent sur Mansourah, mais un bateau de guerre intervient et, en quelques salves, les disperse.

Dans la subdivision de Constantine, 2 000 indigènes armés de fusils, de ▶

il faudra 17 jours à l'armée pour rétablir le calme



Chapellon

◄ La place Jérôme-Bertagna, avec l'église Saint-Augustin, à Bône, l'ancienne *Hippo Regius*. Le 27 mars 1832 un détachement de marins de la goélette « Béarnaise » allait y installer la présence française.



Le port de Bône. Il exporte notamment, en grande quantité, minerai de fer et phosphates en provenance du Kouif. Le 13 novembre 1942, il servit de base opérationnelle au débarquement des forces anglo-américaines. ►

haches, de faux et de bâtons se rassemblent près de Jemmapes, mais l'arrivée d'un détachement de Philippeville permet à l'administrateur de faire entendre raison aux chefs locaux des « Amis du Manifeste », qui renvoient leur troupe.

« Au soir du 12 mai, lit-on dans le rapport de la Xe région, l'insurrection est jugulée. Cependant, des régions étendues ne sont pas sûres. Leur coup fait, les insurgés se sont retirés dans la montagne. Ils ne descendent plus dans les villages, mais ils surveillent les routes. Des villages entiers sont vides, les Européens les ayant évacués et les indigènes les ayant fuis de peur des représailles. Il reste à obtenir la soumission des rebelles réfugiés dans les massifs de Tamesguida, du Babor et du Ta-Babor (arrondissement de Sétif) et dans les djebels Arouz et Mahouna (arrondissement de Guelma). C'est à cette tâche que la division de Constantine va s'employer à partir du 13 mai. »

Pour réaliser cette pacification, des renforts importants sont mis à la disposition du général Duval, commandant la division de Constantine, qui peut ainsi, comme il l'écrit lui-même, « envisager des actions méthodiques et profondes, caractérisées par la surprise, la rapidité et la puissance. L'idée directrice est la suivante :

- *Dans un premier temps,* délivrer les villages et les fermes encore bloqués et rétablir la circulation routière et ferroviaire et les communications par fil ;
- *Dans un deuxième temps,* par des opérations de police, réduire les bandes armées et en obtenir la soumission ».

On distingue trois zones opérationnelles : la zone est (Guelma), la zone centre (Constantine-Philippeville) et la zone ouest (Sétif), la plus dure.

Dans la zone est, une première opération exécutée par un escadron de half-tracks du 9e spahis et un bataillon ne donne pas de résultats, les dissidents ayant fait le vide devant la progression de nos troupes.

Une deuxième opération de même force est exécutée le 20 mai sur les douars au sud de Villars. De quelques mechtas, les indigènes tirent des coups de feu. Une centaine d'entre eux sont emmenés à la gendarmerie de Laverdure pour être interrogés. Des fusils de chasse sont livrés.

Cette opération produit une grosse impression. Les douars Aouaïd et Bahouna rentrent dans l'ordre.

Le 24 mai, une opération plus importante est menée entre la route Guelma-Sedrata et les mines du Nador, sous la direction du colonel Schmidt, disposant du groupe mobile de Guercif et de deux escadrons du 9e spahis. Sa mission est la suivante :

« Rechercher et capturer les éléments rebelles. S'abstenir de toute action non justifiée par une attitude hostile des habitants. Prendre contact avec les chefs rebelles et tenter de les amener à résipiscence. Ne rien prendre sans paiement. Remettre aux autorités civiles les troupeaux abandonnés. »

Le colonel fractionne sa troupe en détachements qui, partant de points différents, pénétreront concentriquement dans le massif dont la Mahouna constitue l'observatoire central.

Collection particulière

Ces opérations se déroulent dans les meilleures conditions. Elles prennent fin le 30 mai. La présence de nos forces répandues dans tout le massif et les vols d'intimidation exécutés par quelques avions amènent la soumission des douars de la région de Laperrine. Le 28, les douars de Millesimo se soumettent à leur tour. 1 116 fusils de chasse et 74 de guerre sont livrés ou saisis.

Ils demandent l'aman

Dans la zone centre, la plus calme (Constantine-Philippeville), le colonel Serre, avec un bataillon de Sénégalais, un escadron de la garde mobile et une compagnie de fusiliers marins, se borne à maintenir la sécurité par des déplacements constants.

La zone ouest (Sétif-Djidjelli) est non seulement la plus contaminée, mais aussi la plus accidentée avec des sommets élevés. Ce sera donc la plus longue à pacifier. Une force de 3 670 hommes y sera employée (10ᵉ et 15ᵉ régiment de tirailleurs sénégalais, école de cavalerie de Hussein-Dey, groupe mobile n° 2 de la légion de Sidi-bel-Abbès et une batterie de 75).

Cependant, la première série d'opérations, qui s'ouvre le 13 mai dans la région de Kerrata et celle de Tizi-N'Bechar, se déroule sans grande difficulté. Des scout-cars parcourent le bled et la montagne, convoquant la population respectivement à Kerrata et à Tizi-N'Bechar pour le 15 mai.

Au jour dit, les indigènes descendent en groupes compacts. A 11 heures, il y en a 6 000 à Kerrata et 2 800 à Tizi-N'Bechar. Le colonel Bourdila va recevoir leur soumission, successivement.

Mais il reste à pacifier les massifs redoutables du Babor et du Ta-Babor, deux chaînons parallèles qui culminent l'un à 2 004 mètres, l'autre à 1 960 mètres, à l'est de Kerrata.

Quatre groupements de trois compagnies sénégalaises chacun encerclent le massif, dans lequel ils pénètrent concentriquement le 19 mai. Sur un terrain de plus en plus accidenté, la marche est difficile. Les mechtas sont vides d'habitants. Le 20, cependant, en approchant du Babor, on trouve des femmes, des enfants et des vieillards, mais tous les hommes valides ont disparu.

Pendant ce temps, au nord, entre la côte et le Ta-Babor, le commandant Bart, avec son bataillon du 15ᵉ R.T.S., procède à des opérations de reddition. De nombreux meneurs sont arrêtés et remis à la gendarmerie.

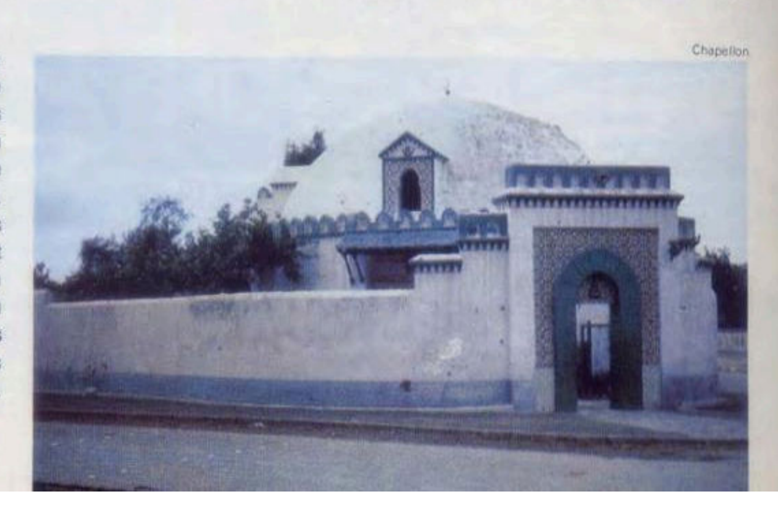
Impressionnés par ce déploiement de forces surgissant de tous côtés et par les interventions de notre aviation, dont deux appareils lancent des bombes les 19 et 20 mai, de même que par la vue de nos navires de guerre qui croisent au large du cap Aokas, les dissidents demandent l'aman.

Le 22 mai est la journée culminante de cette période des points de vue militaire et politique. Suivons-en le déroulement d'après un extrait de presse.

Grandiose cérémonie de soumission !

Le 22 mai, par une radieuse matinée de printemps, dans le cadre de la plaine de Melbou, près des Falaises, les tribus des communes mixtes d'Oued-Marsa et de Djidjelli font leur soumission. Une ▶

Chapelon



Bône. Une « maison arabe ». La vie ne se passe ni dans les chambres ni dans la cuisine, mais dans le patio à ciel ouvert. Dans les familles riches, il est agrémenté d'un petit jardin où poussent des plantes luxuriantes et des fleurs de toute espèce.

l'armée prise entre les musulmans et les colons

interminable caravane d'hommes, de femmes et d'enfants encombre la route. Le long du rivage sont rangés quelques navires de guerre. Près de 15 000 indigènes se placent face à la route nationale.

Soudain, une nouba fait entendre le « garde-à-vous ». Ce sont les autorités civiles et militaires qui arrivent. Les troupes sont passées en revue. Sur une éminence, un grand mât est dressé. L'envoi des couleurs a lieu, au milieu des « you-you » stridents que poussent les femmes tandis que les hommes saluent le drapeau. La fanfare des tirailleurs joue « la Marseillaise ». Les navires de guerre tirent des salves.

Tout à coup, le silence se fait. S'adressant aux milliers d'indigènes rassemblés, le colonel Bourdila leur dicte d'une voix forte les conditions de la reddition. Puis le général Henry Martin s'avance, flanqué de deux interprètes, sur une butte qui domine le terrain où sont massées les familles musulmanes. Au pied de cette butte sont alignés seize caïds aux burnous écarlates brodés d'or. Le commandant du 19e corps prend la parole :

« Louange à Dieu, le Maître des mondes, qui nous réunit aujourd'hui pour suivre la voie droite ! Hommes libres, c'est un homme libre qui vous parle au nom de la France ! Guerriers et anciens soldats, c'est un chef de guerre qui veut vous aider à retrouver la paix ! Satan a égaré les esprits de certains. Ils ont écouté les mensonges de gens ambitieux et cupides. Ils ont tué des hommes, des femmes et des enfants. Comme des hyènes, ils ont profané leurs cadavres !

» Nous voulons que la paix règne dans nos campagnes et dans nos montagnes. Vous allez y retourner. N'écoutez pas les méchants qui prêchent la haine, les pharmaciens qui font des discours au lieu de préparer les remèdes bienfaisants. Restez dans la voie droite pour faire de l'Algérie française un pays où les hommes libres peuvent travailler en paix. Et vous vivrez longtemps. Et vous verrez vos biens grandir. S'il plaît à Dieu ! »

Quatre jours plus tard, le 26, le commandant de la division de Constantine

Holmès-Lebel



Ferhat Abbas, leader des « Amis du Manifeste », en 1955 et futur président du Gouvernement provisoire.

peut donner à ses subdivisions les directives suivantes : « La situation étant redevenue normale, l'intervention de la troupe ne pourra avoir lieu que sur réquisition écrite de l'autorité civile... S'abstenir rigoureusement de toute attitude agressive. »

Et, le 29, le général Duval précise : « La période de répression peut être considérée comme terminée. La phase qui s'ouvre exige des chefs militaires des qualités de tact, pour comprendre à la fois la mentalité des indigènes et celle des colons dispersés dans la campagne. Il faut rétablir la confiance chez ceux-ci, encore sous le coup des atrocités commises, et pour cela montrer la troupe en déplaçant constamment les détachements. »

L'action de l'aviation

On a parlé de « véritables massacres » exécutés par notre aviation. En fait, à partir du 10 mai, la division de Constantine disposa de 18 avions (P-39 ou 4-24) basés sur les terrains de Sétif ou de la Reghaïa. Ce jour-là, deux bombes furent larguées sur des rassemblements près de Fedj-M'Zala et deux autres sur les pentes de la Mahouna, près de Guelma.

Le 12 mai, il est demandé à l'aviation, pour le 13, de survoler la région de Constantine, Guelma et Souk-Ahras afin de signaler par radio les rassemblements suspects. La consigne est de ne pas tirer, sauf en cas d'agression au sol caractérisée. L'ordre de la division précise : « La présence seule de nos avions doit rassurer les populations fidèles et intimider les autres, sans risquer d'atteindre les premières. »

Le 14, sur la demande des colonnes à terre qui sont en situation délicate, des bombardements sérieux et des mitraillages sont exécutés sur des rassemblements et des mechtas qui résistent.



Le port de Philippeville, ville fondée par les Romains et reconstruite en 1838, sur les ruines de l'antique *Rusicade,* pour servir de port à Constantine.

Nos appareils larguent au total 90 bombes de cinquante kilos et 41 bombes de cent kilos, et leurs mitrailleuses tirent 4 000 cartouches. C'est la seule opération aérienne de combat importante. La division en rend compte à Paris le lendemain par ce télégramme, sous n° 796 : « Bombardements aériens 14 mai ont causé environ 40 victimes chez insurgés région Guelma-Souk-Ahras. »

Les 19 et 20 mai, nouvelle action de combat, avec deux appareils seulement, comme appui aérien des opérations du Nador que nous connaissons. Deux autres appareils effectuent des vols d'intimidation au sud de Villars et sur les pentes nord de l'Aurès, sans bombarder ni tirer.

Après la soumission du 22 mai, les retraits d'avions commencent. Le 25, la division ne dispose plus que de cinq appareils, à Sétif, pour les reconnaissances. Et le 11 juin, les derniers appareils regagnent leur base de Marrakech.

Les pertes musulmanes

Cela nous amène à la question des victimes de la répression. Une importante conférence eut lieu à ce sujet le 25 juin 1945 à Alger, à la villa des Oliviers. Y participaient : MM. Tixier, ministre de l'Intérieur, Chataigneau, gouverneur général de l'Algérie, le général Henry Martin, les amiraux Ronarc'h et Amanrich et le général d'aviation Pierre Weiss. Le procès-verbal donne l'évaluation suivante des pertes infligées par l'armée :

- *Région de Sétif :* environ 250 tués et 50 blessés ;
- *Région de Guelma :* environ 150 tués et 200 blessés.

Le général Weiss dit : « Tués par l'aviation, au grand maximum 200 », et le contre-amiral Amanrich dit : « Quatre tués certains par les pièces de bord. »

Le chiffre officiel des victimes de la répression militaire serait donc de 600 tués indigènes, en face des quelque 150 civils européens massacrés et sans mentionner les pertes de nos troupes en opérations. Mais le chiffre réel des pertes musulmanes est certainement supérieur. En effet, un certain nombre d'indigènes ont été victimes de l'indignation compréhensible de civils français qui venaient de trouver des parents ou amis chers assommés, éventrés, émasculés...

Des faits impressionnants m'ont été cités par des témoins. A Sétif, par exemple, le 8 mai au matin, un agent d'assurance rentrait de tournée avec sa femme lorsque des Arabes se mettent à tirer sur sa voiture et tuent son épouse. Il fonce, parvient chez lui, dépose le corps tout chaud de sa femme sur son lit et, ▶

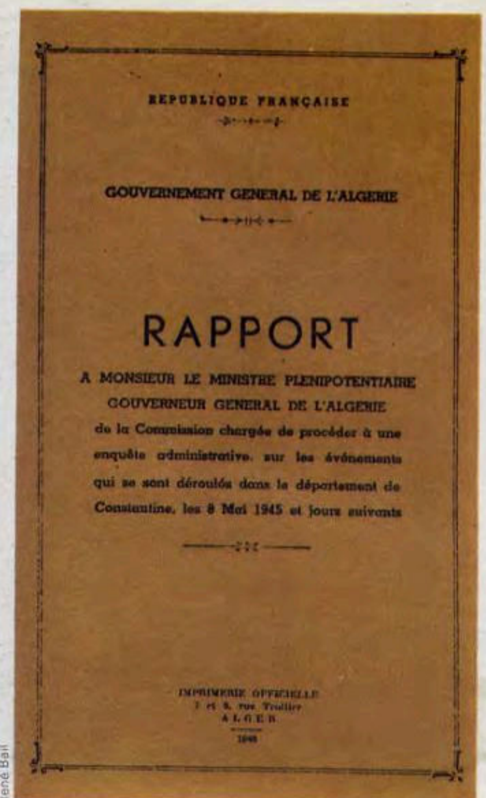


U.F.P.

Après les atrocités des émeutes, la terrible réalité d'une répression. Il fallut près de quinze jours à l'armée pour ramener la sécurité dans la zone en dissidence. L'atroce alignement des corps des Algériens fusillés au stade municipal de Djidjelli. Dans beaucoup de régions, l'armée fut débordée dans son action par des groupes d'Européens, constitués en milices. Ils répondaient au sang par le sang, et à l'aveugle massacre des leurs par la vengeance aveugle. Cycle infernal qui commença en 1945.



Soldats du 2e régiment de tirailleurs algériens, avec leur bouc mascotte qui précède toujours le défilé. De nombreux vétérans des campagnes de la seconde guerre mondiale : Tunisie, Corse, Italie et France, restèrent fidèles.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

RAPPORT

A MONSIEUR LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE
de la Commission chargée de procéder à une enquête administrative, sur les événements qui se sont déroulés dans le département de Constantine, les 8 Mai 1945 et jours suivants

IMPRIMERIE OFFICIELLE
7 et 9, rue Trollier
ALGER

René Bail

Les chiffres de la propagande du Caire : 45 000 victimes de la répression, sont loin de la réalité des rapports précis.

Duval : "je vous ai donné la paix pour dix ans"

fou de douleur et de rage, il ressort avec son fusil dans la rue, promettant d' « en descendre une douzaine » !

A la gare de Guelma, des cheminots français ayant été massacrés par des collègues indigènes, le chef de district de la voie organise la résistance, parvient à s'emparer de l'un des meurtriers, le fait dûment reconnaître par les camarades témoins du meurtre et l'abat.

A Aïn-Abid, à 25 kilomètres du Kroub, c'est le spectacle révoltant d'une mère éventrée avec son bébé poignardé sur elle qui provoque des réflexes de vengeance et de meurtre, aux dépens d'indigènes sans doute innocents.

De tels règlements de comptes n'ont pu tous être enregistrés, mais en admettant même qu'ils aient pu porter à 2 000 ou 3 000 le nombre officiel des morts musulmans, nous sommes loin des chiffres fantastiques qui seront donnés plus tard par les gens du F.L.N., qui parleront de 45 000 morts ! Ferhat Abbas dira même 60 000 ! De tels chiffres sont tout à fait invraisemblables étant donné la nature des opérations militaires dans des bleds ou djebels à faible densité de population, les villes n'ayant connu aucune répression massive et aveugle, même Sétif, qui était au cœur de la sanglante révolte. Et les officiers français qui dirigeaient les opérations n'étaient pas des nazis capables d'ordonner ou d'exécuter des massacres systématiques, voisins du génocide !

On parlera de « douars sans hommes, tous massacrés » ! Beaucoup de douars en zone rebelle ont été, en effet, trouvés vides d'hommes, mais c'était parce que ceux-ci avaient fui devant l'avance de nos détachements, par crainte d'arrestation ou de représailles. Et les coupables ou suspects arrêtés par nos troupes ont été remis à la gendarmerie, qui n'était pas une Gestapo !

La morale de l'histoire

Certes, la répression a été dure, mais les moyens dont disposait celui qui était chargé d'arrêter les meurtres d'Européens et les actes de sauvagerie qui les accompagnaient et de rétablir l'ordre et la sécurité dans un immense pays, étaient extrêmement réduits. Or, comme écrit le colonel Groussard : « Une répression est d'autant plus sévère que les moyens sont faibles. Mais ces événements allaient servir à la propagande des excitateurs des foules musulmanes. »

Lancé par la radio du Caire, le mythe de la « répression massive ayant fait des dizaines de milliers de victimes innocentes » fut sans cesse repris, par la suite, au point de convaincre le monde de son effroyable réalité.

A la fin des troubles, si ceux-ci s'étaient clos par un véritable massacre de musulmans, on n'aurait pas vu — chose tout à fait exceptionnelle — le cadi de Constantine venir inviter le général Duval, de même que le général Henry Martin, de passage, assister à la cérémonie organisée à la mosquée pour « remercier le Tout-Puissant d'avoir rétabli la paix ». Et la cérémonie se déroula sans incident, dans le plus grand recueillement.

De ces douloureux événements — qui ont déchiré le cœur de ceux qui aimaient nos colons, pour les avoir vus à l'œuvre sur les terres qu'ils avaient fertilisées, et nos musulmans, pour les avoir commandés avec fierté sur les champs de bataille —, laissons le général Duval tirer, lui-même, la leçon. Dans sa lettre du 16 mai 1945 au général Henry Martin, il écrivait :

« L'intervention immédiate a brisé la révolte, mais il n'est pas possible que le maintien de la souveraineté française soit basé exclusivement sur la force. Un climat d'entente doit être établi. »

Et dans une lettre que sa famille a bien voulu me communiquer, il déclarait aux hautes autorités de Paris : « Je vous ai donné la paix pour dix ans. Mais il ne faut pas se leurrer. Tout doit changer en Algérie. Il faut faire des réformes sérieuses. »

Mais, l'orage passé, Paris s'endormira et rien de sérieux ne sera fait pour satisfaire les légitimes aspirations des musulmans.

Et cette paix ainsi promise durera presque dix ans — exactement neuf ans et demi ; jusqu'à la Toussaint de 1954... marquée par les premiers attentats, prélude à l'insurrection. H

Colonel Adolphe GOUTARD

CHRONOLOGIE — Novembre 1954

En France et dans le monde

FRANCE

4 : rentrée parlementaire.
5 : augmentation des traitements des fonctionnaires.
11 : les socialistes refusent de participer au gouvernement.
17 : Mendès France en visite aux États-Unis.
18 : débat sur l' « affaire des fuites » au Conseil de la République, avec exposé de Mitterrand, ministre de l'Intérieur.
22 : discours de Mendès France à l'Assemblée générale des Nations unies.
24 : débat sur les affaires algériennes au Conseil de la République.
29 : ouverture à Strasbourg de la session extraordinaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

1er : une vague d'attentats terroristes marque le déclenchement de l'insurrection algérienne.
3-5 : saisie de journaux communistes et nationalistes à Alger.
6 : dissolution du M.T.L.D. algérien.
10 : accord égypto-soudanais sur le Nil.
13 : réunion du conseil national élargi du Néo-Destour tunisien.
14 : au Caire, le général Neguib, accusé de complot, est placé en résidence surveillée.
20 : accord franco-tunisien sur le problème des fellaghas.
30 : les rebelles algériens ont eu 42 tués, 28 blessés. 750 suspects ont été arrêtés.

AMÉRIQUE

2 : élection de 435 représentants, 37 sénateurs et 33 gouverneurs d'État aux États-Unis.
4 : vote à l'unanimité de la résolution sur le désarmement, à l'Assemblée générale des Nations unies.
5 : ouverture à l'O.N.U. des débats sur le projet américain de création d'une « agence internationale atomique ».
8 : entretiens Dulles-Yoshida.
22 : mort subite de Vychinski, représentant de l'U.R.S.S. aux Nations unies.

ASIE

7 : les troupes viet-minh commencent à évacuer la pointe de Camau qu'elles occupaient depuis 1946.
8 : arrivée à Saigon du général Lawton Collins, représentant spécial des États-Unis.
10 : exécution de Fatemi, ancien ministre des Affaires étrangères d'Iran.
25 : après la démission du prince Souvanna Phouma, Katay forme le gouvernement laotien.
29 : Bao-Daï relève de son commandement le général Hinh, chef d'état-major de l'armée sud-vietnamienne.

EUROPE

1er : grève des dockers britanniques.
13 : note soviétique proposant une conférence européenne afin d'examiner la question de la création d'un système collectif de sécurité.
19 : Grotewohl forme un nouveau gouvernement en Allemagne de l'Est.
22 : réunion à Luxembourg du conseil des ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.
24 : réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des trois pays du Benelux sur les accords de Paris.
28 : élections législatives en Tchécoslovaquie.
29 : les trois pays occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne) déclinent la proposition soviétique du 13 novembre.
29 : ouverture à Moscou d'une conférence sur la sécurité européenne réunissant les seuls pays communistes.

LA SEMAINE PROCHAINE



1955 : SOUSTELLE ARRIVE !...

Sommaire du n° 197 :

● **Février 1955 : un nouveau gouverneur.**

Nommé gouverneur de l'Algérie, le 26 janvier 1955, par Mendès France, Jacques Soustelle maintenu dans ses fonctions après la chute de Mendès, débarque le 15 février, à Alger.

● **Paris recherche une politique algérienne.**

A Paris commence la valse des ministères. Le cabinet Mendès renversé le 6 février, Edgar Faure lui succède le 23 février. Entre-temps le pouvoir est resté vacant. La politique générale algérienne, pour l'heure en reste aux paroles de Mitterrand : « L'Algérie c'est la France. »

● **A Alger : colombes et éperviers.**

Au gouvernement général, le cabinet de Jacques Soustelle est divisé en deux clans, dont les divergences iront s'aggravant : les partisans de la force, et ceux du dialogue. Parmi eux, Vincent Monteil. Avec l'accord de Soustelle, il s'entendra avec un chef rebelle : Mostefa Ben Boulaïd.

● **La Kabylie à l'heure de Krim.**

La rébellion s'organise. En Kabylie, Krim Belkacem, vétéran des maquis, qui fuit la justice française depuis 1946, prépare dans la clandestinité, ce qui sera la Willaya III, aidé par un autre kabyle Ouamrane, dit : « le petit sergent ».

● **Soustelle et l'Aurès.**

Dès son arrivée à Alger, Soustelle entreprend la tournée des popotes, des préfectures et des douars de l'Aurès, où la situation se dégrade. Son voyage le confirme dans ses convictions. Le problème est humain, social, appelle des réformes rapides. Il assigne aux militaires leur mission : la « pacification ».

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. Printed in France.

TOUR D'HORIZON

PRECISIONS

pour nos amis et pour les autres

DANS la surexcitation des esprits consécutive aux événements qui endeuillent l'Algérie, certains essaient de lancer, depuis quelques jours une campagne de calomnies contre ALGER REPUBLICAIN, voire de menaces personnelles contre ses principaux collaborateurs.

Ces provocations ne nous feront pas départir de notre calme. Nous sommes au service de la justice et au service de la France. Cela nous donne une grande force. Nous plaignons et nous méprisons ceux qui ne peuvent le comprendre.

Nous connaissons les promoteurs de la campagne en question. Ce sont les agents de la féodalité algérienne, les hommes qui ont toujours appliqué dans ce pays le fameux principe : DIVISER POUR REGNER.

Notre but est exactement contraire au leur. Nous voulons unir les populations algériennes. Unir les différents éléments religieux et ethniques qui les composent. Les unir ensemble, à la démocratie française.

ALGER REPUBLICAIN a été créé pour cela, en 1938, par près de cinq mille Algériens, européens et musulmans. Il a dû cesser de paraître sous Vichy, pendant que d'autres léchaient les bottes sanglantes d'Hitler.

Avec la libération, notre journal a repris sa place au soleil. Une place qui ne cesse de grandir, parce qu'il demeure fidèle à sa mission.

Nous avons dénoncé à l'avance le complot fasciste qui a abouti aux événements du constantinois. Nous continuerons à le dénoncer. Nous ferons barrage à la vague de panique et de haine raciale qu'on veut soulever en Algérie. Nous réclamerons le retour à la stricte légalité républicaine, seule garante de l'ordre français.

Le Gouverneur général a annoncé aux Délégations financières que l'ordre était rétabli. L'ordre ne doit plus être troublé, par personne. Nous ne sommes plus au temps des expéditions coloniales. L'armée doit demeurer sous le contrôle du pouvoir civil et la police se borner à faire respecter la loi.

Telle est la ligne de conduite d'ALGER REPUBLICAIN. Elle ne changera pas.

Nos amis se chargeront de faire taire les calomniateurs. Nous leur demandons de nous fournir, le cas échéant, toutes les précisions qu'ils recueilleront à cet égard, afin de nous aider à démasquer les provocateurs.

Quant aux menaces, nous les accueillons avec le sourire. La plupart des hommes qui font ce journal se sont exposés volontairement à des périls autrement sérieux, avant le 8 novembre 1942. Ils étaient au service de la France et de la République. Ils le demeureront toute leur vie.

Michel ROUZÉ

ALGER REPUBLICAIN

1 fr. 50 — Nouvelle série — N° 564 — DIMANCHE et LUNDI 20 et 21 Mai 1945

L'OCCUPATION DE L'ALLEMAGNE

Une déclaration commune des QUATRE GRANDES PUISSANCES est attendue incessamment

Avant de partir pour Paris, M. MASSIGLI a conféré, hier, à Londres, avec M. Eden, sur la délimitation des zones d'occupation

M. MASSIGLI est arrivé à Paris

Un entretien Eden-Massigli

DEMENTI AUX « BOBARDS » INTERESSES

Le ministère de l'Intérieur communique :

1) Le gouvernement affirme son entière confiance à M. Chataigneau.

2) L'ordonnance du 7 mars 1944 demeure en vigueur.

3) Maintenant avec fermeté l'ordre public, le gouvernement continue à faire confiance à l'immense majorité des Français musulmans.

Le gouvernement général charge une Commission présidée par le général Tubert d'enquêter sur les événements de Constantine

Paris (F.P.). — Le ministère de l'Intérieur communique :

1°) Le ministère de l'Intérieur donne un démenti formel aux rumeurs ou prétendues informations sur le remplacement de M. Chataigneau comme Gouverneur Général de l'Algérie. Dans sa séance du 19 mai, le Conseil des ministres a approuvé les mesures prises par le Gouverneur Général et lui a renouvelé l'affirmation de son entière confiance.

2°) Le ministère de l'Intérieur donne un démenti formel aux rumeurs ou prétendues informations d'après lesquelles l'application de l'ordonnance du 7 mars 1944 serait suspendue ou abandonnée comme conséquence des récents incidents de Sétif et Guelma.

3°) Le Gouvernement unanime, tout en prenant avec fermeté les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et de l'autorité française en Algérie, continue à faire confiance à l'immense majorité des Français Musulmans, et demeure résolu à poursuivre sa politique d'accession progressive des Français Musulmans à la citoyenneté française dans les conditions prévues par l'ordonnance du 7 mars 1944. Le Gouvernement réagira avec la même fermeté contre tous éléments, quels qu'ils soient, qui s'opposeront à l'application de cette politique. Toutes les instructions nécessaires ont été données au Gouverneur Général de l'Algérie à ce sujet.

ALGER A REÇU les anciens "maquisards" du 13me de ligne

Les héros de la résistance métropolitaine ont été fêtés par la résistance nord-africaine à l'Association du 8 Novembre

La revue sur le Forum

La réception intime du « 8 Novembre »

LE PROBLEME DE LA FRONTIERE ITALO-YOUGOSLAVE

Le maréchal ALEXANDER s'oppose à l'annexion pure et simple des territoires revendiqués par TITO

Celui-ci s'estime en droit de demeurer sur les territoires libérés au cours de la bataille contre l'ennemi commun

Tito proteste contre les termes de la déclaration d'Alexander

La position américaine

La Yougoslavie demandera l'annexion de la Carinthie

La réponse yougoslave est étudiée à Londres

L'AMITIE FRANCO-YOUGOSLAVE

Les légations réciproques sont élevées au rang d'ambassades

A Stuttgart en ruines

LE GENERAL DE GAULLE a passé en revue 15.000 hommes de la 1re Armée française

De nombreux généraux officiers et soldats ont été décorés par le chef du gouvernement

DANS LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS

Toutes les grèves de mineurs ont pris fin

Les civils allemands avaient reçu l'ordre de rester chez eux

Alfred ROSENBERG théoricien du nazisme est arrêté à Bratislava

LA QUESTION POLONAISE

Le maréchal STALINE souligne les principes indispensables à un accord interallié

Un important communiqué du Gouvernement Général

Le Gouvernement Général de l'Algérie communique :

Le ministre de l'Intérieur, informé que certains éléments français d'Algérie propageaient l'idée qu'a-…

M. Arthur GIOVONI maire d'Ajaccio

A SAN FRANCISCO

Le texte définissant les pouvoirs de l'Assemblée générale a été définitivement arrêté

Au cours d'une nouvelle réunion des « Cinq », le délégué russe propose une modification au texte américain sur les pactes régionaux

Au comité des Cinq

La participation de la France à la conférence des « 3 grandes »

Officiellement...

William GRENDEL

PÉTAIN ETAIT-IL le Chef de la Cagoule ?

L'INCULPE A SUBI HIER UN NOUVEL INTERROGATOIRE

Scapini subit l'interrogatoire d'identité

DE BRINON au Cherche-Midi

Une lettre compromettante

Il y a des heures où le devoir est de faire plus que l'on ne peut

écrit M. Léon BLUM dans « Le Populaire »

APRES UNE RECEPTION TRIOMPHALE

Edouard HERRIOT a été réélu maire de Lyon

LE PRESIDENT REPARTIRA DEMAIN POUR PARIS

L'ACCUEIL CHALEUREUX DE LA POPULATION LYONNAISE

Dans les ruines de Dunkerque

Les soldats de Hitler continuent de vaquer librement à leurs occupations

(De notre envoyé spécial)

DANS LES CAMPS D'EXTERMINATION

La mort avait six visages mais un seul regard

1° La faim

2° Les gaz

3° La fusillade

4° Le froid

5° Les injections de pétrole

6° Les crocs des chiens

On va brûler le camp de Belsen

Le docteur Ménétrel est arrêté

Une commission d'enquête sur les événements du Constantinois

Le Gouverneur général communique :

UN CHARNIER découvert à Port-Louis

... un autre à Dompsall

DANS UN MANIFESTE DE SON COMITE CENTRAL

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS se déclare prêt à prendre de plus larges responsabilités dans le gouvernement

Il demande l'élection d'une Assemblée nationale souveraine, la liberté de la presse, la nationalisation des monopoles

NOUVELLES BREVES

331 PRISONNIERS et 112 DEPORTES sont arrivés hier matin à ALGER

1945 Plusieurs membres du parti communiste sont alors ministres du gouvernement provisoire. Alger Républicain, quotidien du parti communiste algérien, tire la leçon des émeutes de Sétif